



QUERQUEVILLE – 50

*Commune nouvelle de
CHERBOURG-EN-COTENTIN*

École des spécialités du commissariat des
armées - École des fourriers

Construction d'une plage de manœuvre



ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DE CONCEPTION

Mission G2 – Phase Projet (PRO)



ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE RENNES

Quartier Marguerite

BP14

35998 RENNES CEDEX 9

AFFAIRE N° GR022445

DATE	REDACTEUR	VERIFICATEUR	MODIFICATION	DOCUMENT	INDICE
28/10/2024	Louise BAREIX	Aymeric FOSSARD	.	02	A



NORMANDIE

Siège & Agence

727 rue du Pont Cé

50290 LONGUEVILLE

02 33 91 34 10

fondouest-normandie50@fondouest.com

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE LA MISSION	4
2.	DOCUMENTS D'ETUDE.....	4
3.	CONTEXTE GENERAL.....	5
3.1	Situation.....	5
3.2	Contexte géologique.....	6
3.3	Risques naturels majeurs.....	6
3.4	Historique	7
4.	RESULTATS DE LA RECONNAISSANCE	8
4.1	Programme réalisé.....	8
4.2	État des lieux-Topographie.....	8
4.3	Lithologie	9
4.4	Caractéristiques mécaniques.....	10
4.5	Hydrogéologie.....	10
4.6	Essais en laboratoire	11
5.	SYNTHESE GEOTECHNIQUE	12
5.1	Données du projet	12
5.2	Zone d'Influence Géotechnique.....	12
5.3	Modèle géologique et hydrogéologie.....	13
5.4	Choix constructifs.....	13
5.5	Fondations et descentes de charges.....	14
5.6	Parasismique.....	14
6.	RECOMMANDATION TECHNIQUE	15
6.1	Terrassements	15
6.2	Fondations des structures.....	16
6.3	Contrôles et suivi (phases chantier et définitive)	17
7.	PRINCIPALES INCERTITUDES	18
8.	ENCHAÎNEMENT DES MISSIONS GEOTECHNIQUES.....	18

ANNEXES

- ▶ Plan d'implantation des sondages (1 page)
- ▶ Sondages de reconnaissance avec essais pressiométriques (6 pages)
- ▶ Procès-verbal des essais en laboratoire (2 pages)
- ▶ Feuille de calcul – Fondations superficielles (3 pages)
- ▶ Cartes DREAL et BRGM (4 pages)
- ▶ Conditions générales (2 pages)
- ▶ Extrait de la norme NF P 94-500 révisée en 2013 (2 pages)



1. PRESENTATION DE LA MISSION

Le projet prévoit la construction d'un ouvrage permettant aux élèves de l'EMMAC de se familiariser avec les manipulations d'accostage et de pouvoir se repérer selon les règles du compartimentage d'un navire au sein de l'ESCA de QUERQUEVILLE (50).

Il est prévu la construction d'un bâtiment de type R+2 sans partie enterrée d'environ 190 m².

Cette étude fait suite à la mission G1 phase ES et PGC réalisée par FONDOUEST référencée GR022445-01A en date du 04/03/2024.

Dans ce cadre, nous avons réalisé, à la demande et pour le compte de **ESID DE RENNES**, une **étude géotechnique de conception (G2), phase Projet (PRO)** au sens de la norme NF P 94-500 ayant pour but de :

- préciser la synthèse géologique et hydrogéologique,
- mesurer les caractéristiques mécaniques des formations en présence,
- étudier les choix constructifs des ouvrages géotechniques : terrassement, fondations et dallage,
- définir les valeurs caractéristiques nécessaires au dimensionnement des ouvrages retenus : comportement des fondations (tassements),
- préciser les dispositions à prendre vis-à-vis des existants, des nappes et des avoisinants,
- identifier les risques géologiques résiduels et leurs conséquences sur le projet.

La mission porte sur les ouvrages suivants : terrassements, fondations de structure et dallage.

Elle est strictement limitative aux points ci-dessus et ne concerne pas, notamment :

- l'approche des quantités, coûts et délais,
- la recherche de cavité souterraine (naturelle ou anthropique) et pourra à la demande du Maître d'Ouvrage faire l'objet d'un devis spécifique de type diagnostic géotechnique (G5),
- le dimensionnement des ouvrages structuraux doit être confié à un bureau de structure,
- les études de ferrailage ou autre étude structurelle.



2. DOCUMENTS D'ETUDE

Cette étude a été réalisée à partir des documents suivants :

▶ LES DOCUMENTS RELATIFS AU MARCHÉ :

- le devis FONDOUEST n°DGR033160 en date du 05/10/2023,
- la notification de marché en date du 18/12/2023,
- la notification d'exécution de la mission G2 phase PRO par e-mail en date du 21/08/2024.

► LE DOCUMENT D'ÉTUDE RELATIF AU PROJET :

- des plans de situation, sans échelle et non datés,
- un extrait visuel de la plage de manœuvre, non daté, sans échelle,
- un plan des réseaux sur site, non daté, à l'échelle 1/7 500,
- un plan de principe de fondation, en date du 26/07/2024 (n° Affaire : 23-086 – n° de Plan : APD1 – Révision 1), réalisé par Cotentin B.E.T.,
- un dossier de plans en Phase AVP ajusté, en date de juillet 2024, réalisé par GRAPHITE Architectes,
- un mail transmis par l'ESID de Rennes, indiquant la cote du niveau bas du bâtiment, en date du 04/09/2024.



3. CONTEXTE GENERAL

3.1 SITUATION

Le projet sera établi au sein du centre d'instruction navale de QUERQUEVILLE (50), commune nouvelle de CHERBOURG-EN-COTENTIN. Le site se trouve à l'Est du fort de QUERQUEVILLE, à proximité immédiate du littoral.

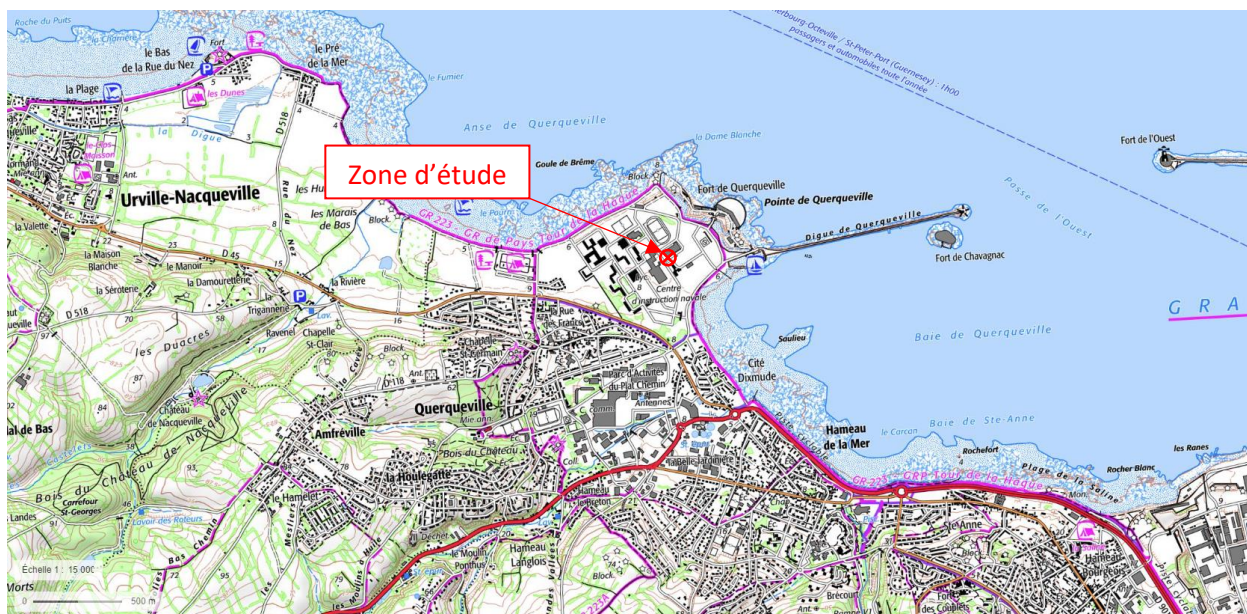


Figure 1 : Localisation du projet sur fond de carte IGN (source : Géoportail)

3.2 CONTEXTE GEOLOGIQUE

D'après la carte géologique au 1/50 000^{ème}, feuille de CHERBOURG et sa notice associée et notre connaissance générale de la zone, les terrains du site seraient constitués, de haut en bas, par :

- de la terre végétale et/ou des remblais,
- les terrasses marines (sables et galets),
- le substratum constitué de schistes (altérés en tête sur des épaisseurs variables).

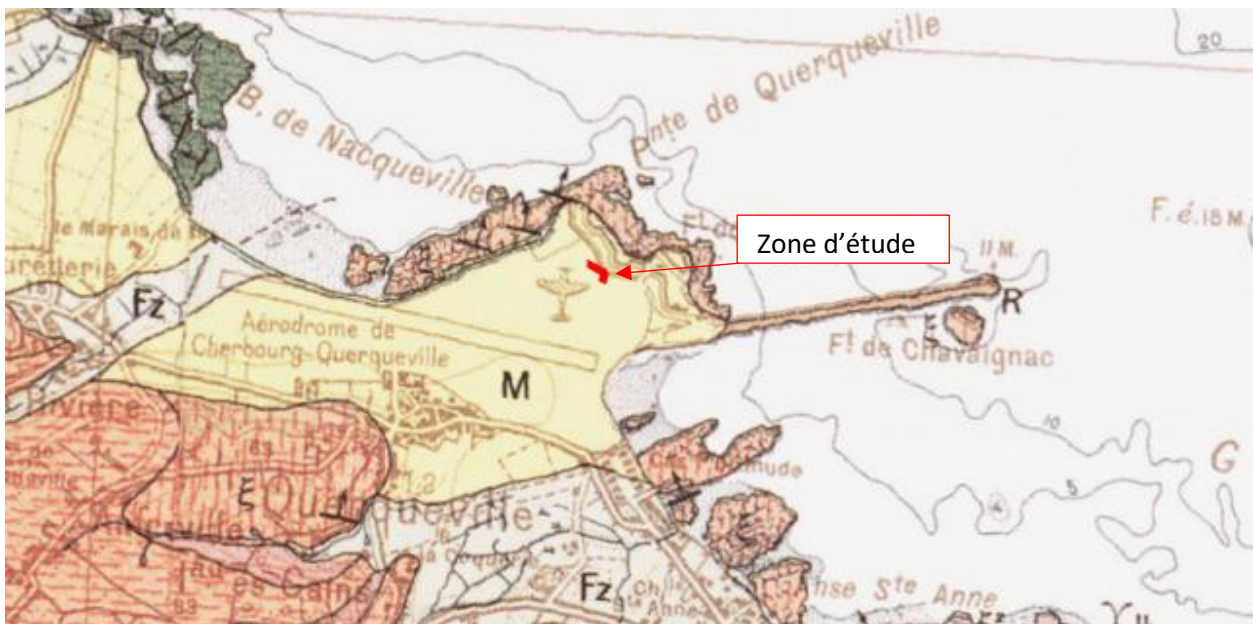


Figure 2 Extrait de la carte géologique de la région au 1/50 000 (source : BRGM (infoterre))

3.3 RISQUES NATURELS MAJEURS

Le site étudié est répertorié :

- en **zone de sismicité faible** (zone 2), depuis le 1er mai 2011, d'après le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010,
- en **exposition moyenne** vis-à-vis du risque de retrait-gonflement sur les cartes d'aléas émises par le BRGM à ce jour (source : www.georisques.gouv.fr),
- en **zone où la nappe est susceptible de remonter entre 0 et 1 m de profondeur en période de très hautes eaux** selon les données émises par la DREAL de Normandie concernant le risque de remontées de nappe (Source : <https://valflux.dreal-norm.fr/donneesCommunes.php>),
- en **dehors des zones inondables par débordement de cours d'eau** (source : <https://valflux.dreal-norm.fr/donneesCommunes.php>),
- en **zone basse située à moins d'un mètre au-dessus du NMER + 0,2 m (NMER= 4.2 m)** (source : <https://valflux.dreal-norm.fr/donneesCommunes.php>),
- à proximité d'ouvrages militaires (le projet se situe au sein de la base),
- dans une commune où il existe des cavités souterraines et des mouvements de terrain non localisés (source : BRGM/Infoterre).

La commune de QUERQUEVILLE est soumise à un PPRN pour les risques suivants :

- éboulement ou chutes de pierres et de blocs,
- crue à débordement lent de cours d'eau,
- submersion marine.

Le projet se trouve partiellement en zone bleu foncée et rouge selon le zonage réglementaire établi : il s'agit d'une zone concernée par des risques moyens à très fort de submersion marine. Il conviendra de suivre les préconisations constructives liées au PPRN.

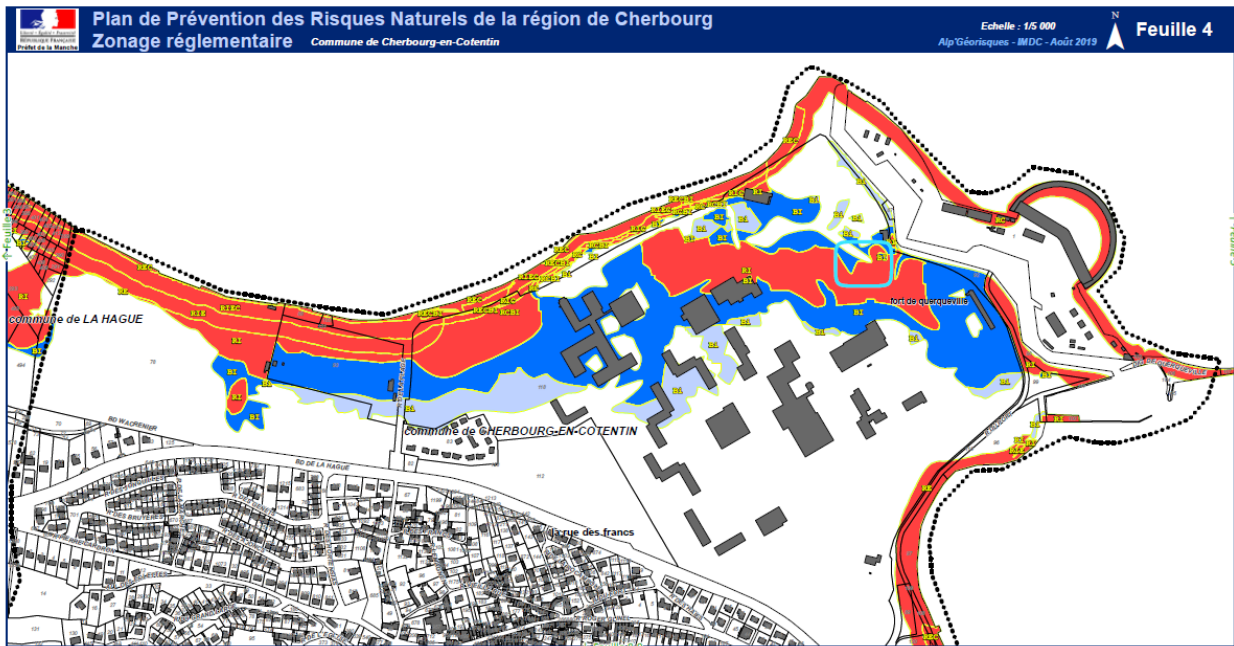


Figure 3 : Extrait de la localisation du projet sur les fiches du PPRN (Source : préfecture de la Manche)

3.4 HISTORIQUE

D'après les photographies aériennes anciennes du site internet « Remonter le temps », il existait auparavant des voiries et des infrastructures sur la zone.



Figure 4 : Photographies aériennes aujourd'hui / 1950-65 (Source : Portail "Remonter le temps")



4. RESULTATS DE LA RECONNAISSANCE

4.1 PROGRAMME REALISE

Dans le cadre de la mission G1 ES/PGC, notre intervention avait comporté l'exécution de :

- une enquête documentaire et visite du site et alentours immédiats,
- **6 forages de reconnaissance à la tarière \varnothing 63 mm** (SP1 à SP6) pour déterminer la nature des formations, la profondeur des venues d'eau éventuelles, et le niveau d'eau en fin d'intervention, de **5 à 6 m** de profondeur,
- **23 essais pressiométriques** répartis dans ces forages pour mesurer les caractéristiques mécaniques des formations en présence à différentes profondeurs (P_l^* : pression limite nette, P_f^* : pression de fluage nette et E_M : module pressiométrique),
- **en laboratoire** : 2 identifications GTR,
- le **nivellement** des points de sondage.

Aucune prestation complémentaire n'a été réalisée dans le cadre de la mission de conception G2.

4.2 ÉTAT DES LIEUX-TOPOGRAPHIE

Actuellement, la zone objet de l'étude est une zone enherbée. Elle est délimitée par des haies, un talus et des voiries.



Figure 5 : Vue aérienne de la zone projet (Source : Géoportail)



Figure 6 : Photographies lors de la visite de site, le 29/01/2024

Les sondages ont été nivelés en prenant comme référence l'angle du bâtiment existant, coté 5.33 m NGF d'après le plan topographique fourni et dont l'emplacement est reporté sur le plan d'implantation joint en annexe. Les cotes déduites et arrondies à ± 5 cm (z) sont reportées à titre indicatif en tête des coupes de forages.

Elles devront être vérifiées et rattachées au système NGF par un géomètre pour plus de précision, si nécessaire.

Les altitudes des points de sondage varient entre 5.0 m NGF et 5.5 m NI, le terrain est relativement plat à l'échelle du projet.

4.3 LITHOLOGIE

La disposition géométrique des différents faciès géologiques est illustrée par les coupes des sondages, présentées en annexe. Au droit de nos sondages, la succession lithologique s'établit comme suit :

- Horizon 1 : des **remblais terreux marron avec localement des blocs**,
- Horizon 2 : des **remblais limono-sableux à limono-argileux marron à marron clair avec localement des cailloux ou des blocs**,
- Horizon 3 : des **limons sablo-argileux avec blocs et localement des veines grises, épaisseur croissante vers le Sud-Est**,
- Horizon 4 : le **substratum schisteux \pm altéré en tête**,

Nous avons eu le refus dans cette formation au droit des sondages SP1 et SP2 vers 5,0 m de profondeur.

SONDAGES	COTES (m NGF)	PROFONDEUR DU SONDAGE (m)	PROFONDEUR DE LA BASE DES DIFFERENTS HORIZONS (m)			
			H1	H2	H3	H4
SP1	5.5	5,0	0,5	1,8	--	> 5,0
SP2	5.3	5,0	0,5	1,3	2,0	> 5,0
SP3	5.1	6,0	0,5	1,3	1,8	> 6,0
SP4	5.1	5,5	--	1,2	2,5	> 5,5
SP5	5.1	6,0	0,4	1,2	3,0	> 6,0
SP6	5.0	6,0	0,5	3,0	4,5	> 6,0

4.4 CARACTERISTIQUES MECANIQUES

Les caractéristiques mécaniques mesurées au pressiomètre (P_i^* : pression limite nette, P_f^* : pression de fluage nette et E_M : module pressiométrique) sont :

- faibles dans les remblais,
- faibles dans les limons sablo-argileux,
- élevées dans le substratum schisteux.

FORMATION	Nb VALEURS	MODULE PRESSIOMETRIQUE E_M (MPa)				PRESSION LIMITE P_i^* (MPa)				PRESSION DE FLUAGE P_f^* (MPa)			
		min	moy	max	écart type	min	moy	max	écart type	min	moy	max	écart type
Remblais (Horizon 2)	8	1,8	3,2	5,7	1,5	0,20	0,33	0,55	0,13	0,13	0,19	0,40	0,09
Limons sablo- argileux (Horizon 3)	5	1,6	2,7	3,8	0,9	0,25	0,40	0,55	0,11	0,13	0,22	0,30	0,08
Schiste (Horizon 4)	10	12	72,9	180	61,9	1,35	2,62	> 3,0	0,66	0,90	2,46	> 3,0	0,88

4.5 HYDROGEOLOGIE

Lors de notre intervention fin janvier 2024, nous avons mesuré des arrivées d'eau en cours et en fin de forage.

	SP1		SP2		SP3	
	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)
En cours de forage	--	--	4,5	0.8	3,0	2.1
En fin de forage	3,6	1.9	3,7	1.6	2,4	2.7

	SP4		SP5		SP6	
	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)	Prof. (m/TA)	Cote (m NGF)
En cours de forage	3,5	1.6	3,0	2.1	4,5	0.5
En fin de forage	2,7	2.4	2,5	2.6	2,0	3.0

Néanmoins, les données de la DREAL indiquent que la nappe est susceptible de remonter entre 0 m et 1 m de profondeur en période de plus hautes eaux.

Il est à noter qu'à la suite d'épisodes pluvieux, les remblais et le toit du schiste peuvent être aussi le siège de circulations et de rétentions d'eau selon leur perméabilité.

4.6 ESSAIS EN LABORATOIRE

Les procès-verbaux de l'ensemble de ces essais sont fournis en annexe. Les résultats des essais sont présentés dans le tableau synthétique ci-dessous. Nous retiendrons les éléments principaux suivants :

SONDAGE	PROFONDEUR (m)	NATURE DES MATERIAUX	VALEUR DE BLEU	PASSANT A 63 μ M	TENEUR EN EAU	CLASSE GTR	CLASSE GTR
			--	%	%	SETRA 1992	SETRA 2023
SP1	1,8 – 3,0	Schiste \pm altéré	0,3	46,4	5,3	A₁	F1
SP2	1,3 – 2,0	Limon sableux	1,5	60,4	20,7	A₁	F1

COMMENTAIRES

Ces sols changent brutalement de consistance pour de faibles variations de teneur en eau, en particulier lorsque leur w_n est proche de w_{OPN} . Le temps de réaction aux variations de l'environnement hydrique et climatique est relativement court.



5. SYNTHÈSE GEOTECHNIQUE

5.1 DONNÉES DU PROJET

Le projet prévoit la construction d'un ouvrage permettant aux élèves de l'EMMAC de se familiariser avec les manipulations d'accostage et de pouvoir se repérer selon les règles du compartimentage d'un navire au sein de l'ESCA de QUERQUEVILLE (50).

Il est prévu la construction d'un bâtiment de type R+2 sans partie enterrée d'environ 190 m².

La cote de niveau bas du niveau 0 est 6.25 m NGF, soit environ 1,0 à 1,25 m au-dessus du terrain actuel.

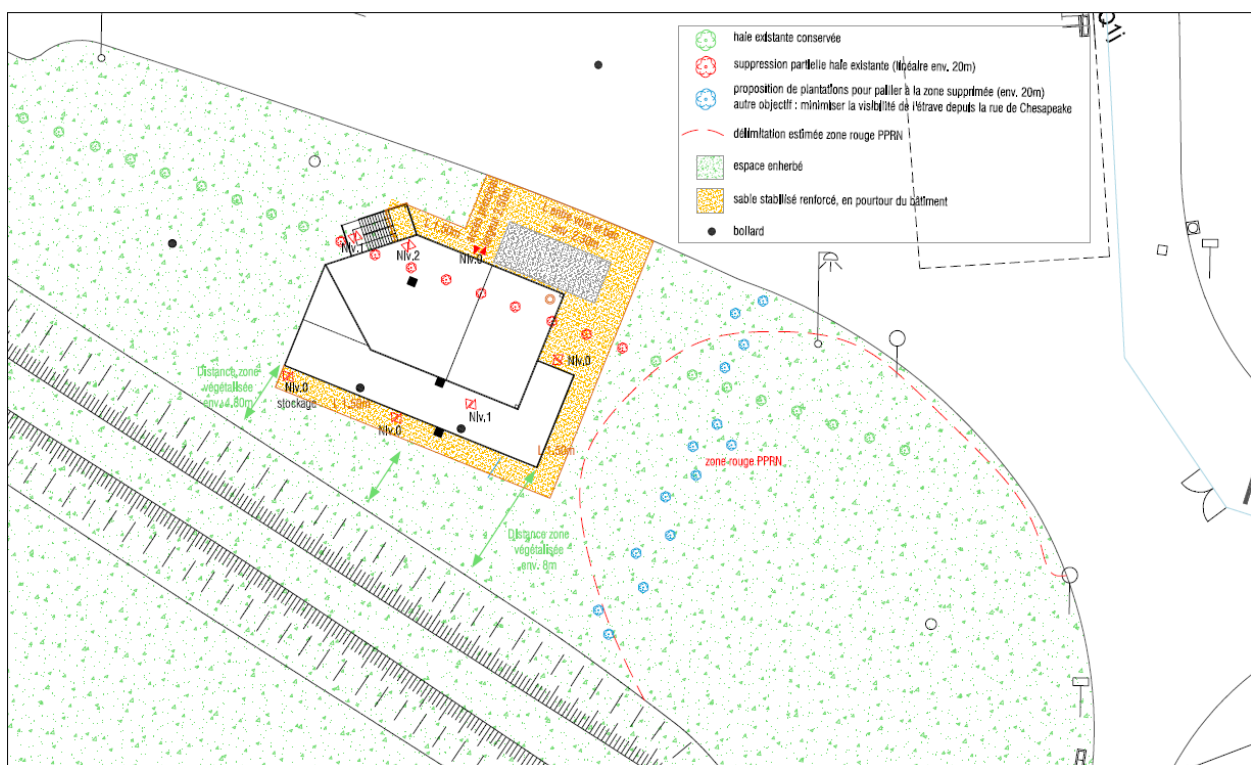


Figure 7 : Extrait plan masse

5.2 ZONE D'INFLUENCE GEOTECHNIQUE

La zone d'influence géotechnique (ZIG) est le volume de terrain au sein duquel il y a interaction entre l'ouvrage d'une part (du fait de sa réalisation et de son exploitation) et d'autre part, l'environnement (sols, ouvrages, aménagements de terrains ou biens environnants). Celle-ci comprend donc notamment :

- la voirie existante,
- les éventuels réseaux existants,
- la zone d'étude en elle-même.

5.3 MODELE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIE

Dans la suite, nous avons choisi de retenir les successions lithologiques simplifiées suivantes :

- terrains de couverture pédologique et les remblais (horizons 1 et 2),
- limons sablo-argileux (horizon 3),
- le substratum schisteux \pm altéré (horizon 4).

Sur la base des éléments ci-avant, en prenant en compte l'implantation du bâtiment (à proximité des **sondages SP1 à SP3**) et de ce fait les volumes potentiels de sol mobilisés dans les différents états limites à considérer et pour les solutions retenues, nous prendrons les valeurs caractéristiques suivantes pour la justification des fondations :

FORMATION	PROFONDEUR DE LA BASE (m/TA)	MODULE PRESSIOMETRIQUE E_M (MPa)	PRESSION LIMITE P_L (MPa)	PRESSION DE FLUAGE P_F (MPa)	COEFFICIENT RHEOLOGIQUE
Terrain de couverture et remblais	Variant de 1,3 à 1,8 m	1,9	0,20	0,15	0,5
Limons sablo-argileux	2,0	1,6	0,25	0,15	0,5
Substratum schisteux	> 6,0	27,0	2,35	1,50	0,5

En ce qui concerne le contexte hydrogéologique, la DREAL indique de potentielles remontées de nappes entre 0 et 1 m de profondeur en période de très hautes eaux.

5.4 CHOIX CONSTRUCTIFS

Au regard du contexte géologique, des caractéristiques du projet et des conclusions de l'étude G1 PGC, les choix constructifs retenus sont les suivants :

- fonder le bâtiment, sur fondations superficielles ancrées dans le substratum schisteux,
- traiter le niveau bas sur plancher porté sans vide sanitaire.

5.5 FONDATIONS ET DESCENTES DE CHARGES

Des plans de fondations et des descentes de charges non pondérées nous ont été fournis par l'ESID de RENNES.

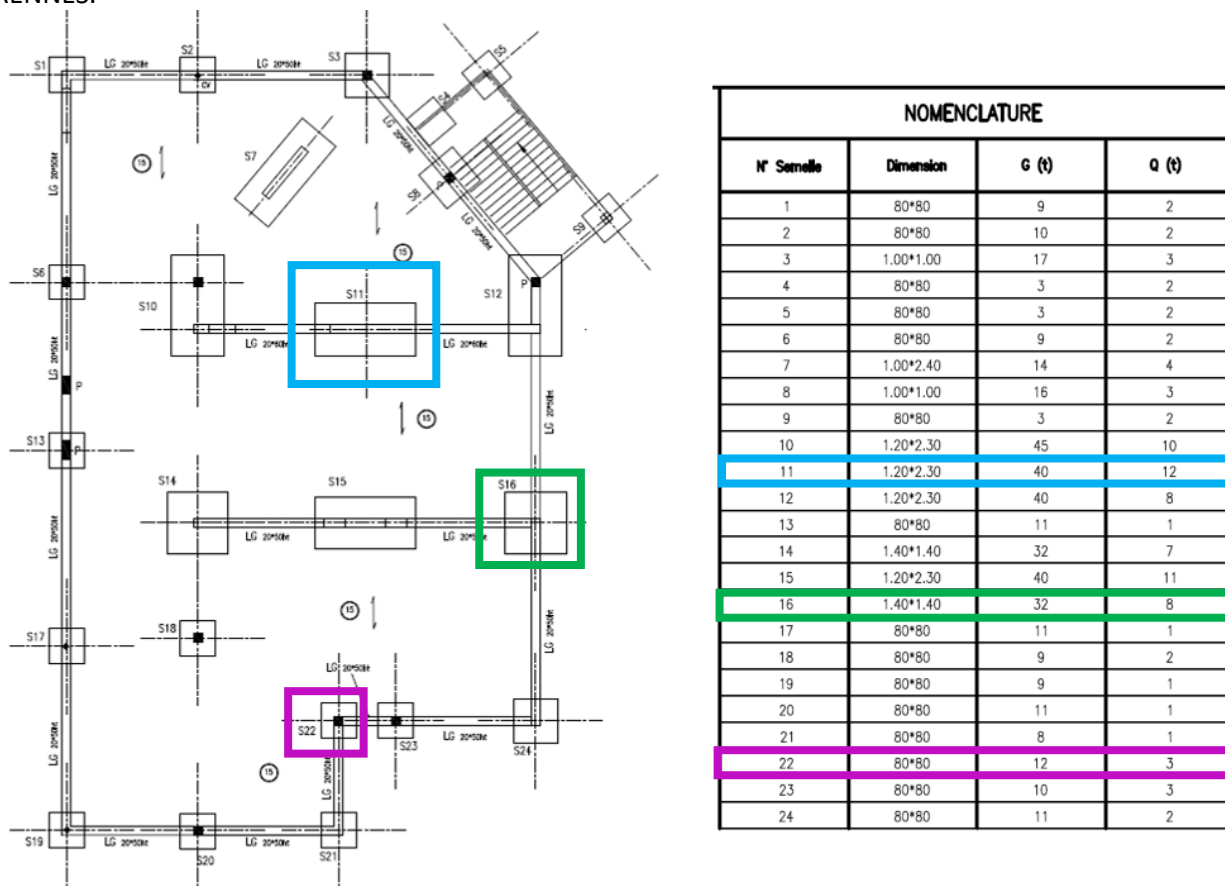


Figure 8 : Extrait plan de fondations et descentes de charges

Hypothèses de travail :

- les DDC fournies s'appliquent en centre de la semelle et sur sa face supérieure,
- les surcharges sont considérées comme des charges d'exploitation de stockage QE1,
- aucune charge horizontale ne nous a été transmise à ce jour, nous considérons qu'elles seront reprises par le réseau de longrine,
- la hauteur des massifs est de 30 cm.

5.6 PARASISMIQUE

Depuis le 1^{er} mai 2011 (décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010), la commune de **QUERQUEVILLE** est classée en **zone de sismicité faible**.

De ce fait, conformément à « l'Arrêté du 22 octobre 2010, relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite "à risque normal" », des dispositions spécifiques sont à prendre en compte pour les ouvrages de catégorie III et IV.



6. RECOMMANDATION TECHNIQUE

6.1 TERRASSEMENTS

6.1.1 GENERALITE

Les terrassements seront réalisés pour les fouilles de fondations.

6.1.2 CONTRAINTES D'EXECUTION – DISPOSITIONS TECHNIQUES

Ils se dérouleront dans des matériaux meubles (remblais et limons) et seront réalisables avec des engins classiques. A noter toutefois que du schiste peu altéré à rocheux pourrait être rencontré ponctuellement, et nécessitera alors probablement l'utilisation d'engins spécifiques (pelle puissante, dent de déroctage).

Les principales difficultés sont liées à la présence d'une nappe et d'arrivées d'eau dans des matériaux de faibles cohésions. De ce fait, nous préconisons de purger les matériaux qui sont imbibés en fond de fouille et de bétonner rapidement après ouverture. De plus, en cas d'arrivée d'eau, un pompage sera nécessaire en fond de fouille. Si les sols sont trop bouillants, alors il faudra prévoir un système de blindage pour la tenue des fouilles et des surconsommations de gros béton.

De plus, en période de pluie, ils deviendront rapidement impraticables sous l'effet conjugué de la circulation des engins et d'apports météoriques. Par conséquent, nous conseillons :

- de réaliser les travaux de **terrassement de préférence en période de faible pluviosité, faible coefficient de marée**, et en aucun cas en période de gel prolongé, ni au moment du dégel, afin d'éviter les purges supplémentaires ou autres dispositifs,
- de purger systématiquement les **matériaux imbibés, saturés ou remaniés** subsistant en fond de forme ou en fond de fouille.

6.1.3 GESTION DES EAUX EN PHASE CHANTIER

A ce stade, nous prendrons donc comme hypothèse un niveau de nappe phréatique susceptible de remonter proche du terrain naturel. Ce niveau est certainement influencé par le niveau des marées. Au regard de ces éléments, la nappe phréatique risque donc d'interagir avec le projet, aussi bien au stade travaux qu'en phase définitive. **Il sera donc primordial de réaliser les travaux en période favorable, soit une période estivale, en tenant également compte des cycles de marées.**

En cas de venue d'eau en fond de fouille par remontée de nappe notamment, un drainage ou rabattement sera nécessaire pour travailler à sec.

6.2 FONDATIONS DES STRUCTURES

6.2.1 OUVRAGES A REALISER

On retiendra un mode de fondations superficielles établi au sein **du substratum schisteux**, avec un ancrage minimum de 0,3 m au sein de ce faciès. **Les remblais, les limons ainsi que l'argile devront impérativement être traversés.**

Dans tous les cas, ces fondations devront respecter la garde au gel de la région, ce qui devrait être le cas à chaque fois au vu de la profondeur des faciès d'assises.

6.2.2 DIMENSIONNEMENT

6.2.2.1 Hypothèses et méthodologie

Dans le présent rapport, nous présentons la justification spécifique de 3 semelles.

Elles sont justifiées conformément aux dispositions de la norme NF P 94-261 pour une profondeur d'assise respectant a minima un ancrage de 30 cm dans les horizons porteurs.

La pression limite nette équivalente est calculée conformément à l'annexe D de la norme NF P 94-261 sur la base du modèle géotechnique donné au paragraphe 5.3 (redonnées ci-dessous au §6.2.2.3).

6.2.2.2 Résultats et vérifications

Les feuilles de calcul sont jointes en annexe.

Les justifications sont obtenues avec les géométries définies ci-avant.

Dans les cas étudiés, les tassements estimés sont les suivants :

NOM DU MASSIF	DIMENSION (M)	TASSEMENT (CM)
S11	1,2 x 2,3 x 0,3 ht	< 0,5
S16	1,4 x 1,4 x 0,3 ht	< 0,5
S22	0,8 x 0,8 x 0,3 ht	< 0,5

Nous rappelons que nous n'avons pris en compte aucun remblaiement dans ces calculs.

6.2.2.3 Approche simplifiée en contrainte pour la justification de la portance au stade des études d'exécution

L'intégralité des semelles devra être vérifiée dans le cadre des études d'exécution.

Le calcul fourni en annexe et dont la méthodologie est décrite précédemment a été mené avec une optimisation des valeurs de calcul en fonction des dimensions des semelles et du chargement qui leur est appliqué.

Pour des charges verticales centrées et un facteur de portance (k_p) pris à 0,8, les fondations pourront être dimensionnées à partir des hypothèses de calcul suivantes :

► NORME NF P94-261 (EUROCODE 7) :

$$Q_{net} = k_p \cdot p_{le} \cdot i_\delta \cdot i_\beta \leq 1,85 \text{ MPa}$$

correspondant à l'ELU : $V_d/A' \leq 1,1 \text{ MPa}$ et à l'ELS : $V_d/A' \leq 0,85 \text{ MPa}$

Avec k_p : facteur de portance pressiométrique,
 i_δ : coefficient de réduction lié à l'inclinaison du chargement,
 i_β : coefficient de réduction lié à la proximité d'un talus (ici égal à 1),
 V_d : force verticale appliquée à la base de la fondation,
 A' : surface effective de la base de la fondation superficielle.

6.2.3 MOYENS – DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Un béton de propreté devra *a minima* être mis en œuvre juste après ouverture et validation du fond de fouille, afin d'éviter l'imbibition et le remaniement des éléments fins très sensibles à l'eau constituant le sol d'assise.

6.3 CONTROLES ET SUIVI (PHASES CHANTIER ET DEFINITIVE)

Dans le cadre de sa mission d'étude et de suivi géotechniques d'exécution (mission G3) réalisée en interne ou sous-traitée à une ingénierie spécialisée, l'entreprise devra prévoir la fourniture des éléments suivants à la Maîtrise d'Œuvre, au contrôleur technique et au géotechnicien en charge de la mission de supervision (mission G4) :

	G3 PHASE ETUDE	G3 PHASE SUIVI
Travaux préalables Préparation du chantier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Planning prévisionnel 	
Terrassements	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Notes méthodologiques pour les terrassements – coupes types 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alerte systématique du géotechnicien en cas d'anomalie
Fondations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de fondation ▪ Note de calcul de justification des fondations ▪ Présentation des contrôles prévus 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôle systématique des ancrages ▪ Signalisation de toute anomalie



7. PRINCIPALES INCERTITUDES

A ce stade, les principales incertitudes concernent :

- l'agressivité des eaux et des sols vis-à-vis du béton,
- les éventuelles surépaisseurs de remblais et de limon entre les sondages,
- les variations de niveau de nappe.



8. ENCHAINEMENT DES MISSIONS GEOTECHNIQUES

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechniques définies par la norme NF P 94-500, doit suivre les étapes d'élaboration et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géologiques.

La présente **étude géotechnique de conception, phase Projet (G2 PRO)** a été réalisée en fonction des seules informations fournies, citées au paragraphe 2. Le rapport issu de cette mission sert de base à l'élaboration du DCE.

Cette mission géotechnique de conception se termine par la **phase DCE/ACT (G2 DCE/ACT)** qui permet d'associer le géotechnicien à l'élaboration du DCE et au choix des entreprises pour les ouvrages géotechniques, pour une meilleure appréciation de la technicité et donc des coûts de réalisation.

Les entreprises devront fournir leur **étude géotechnique d'exécution (G3 phase étude)** avant le début des travaux, et assurer un suivi de l'exécution des ouvrages géotechniques en **phase travaux (G3 phase suivi)**.

En parallèle, une **mission de supervision géotechnique d'exécution (G4 phases étude et suivi)** pour le compte du Maître d'Ouvrage permettra de vérifier la conformité entre les objectifs du projet et l'étude géotechnique d'exécution et de formuler un avis sur les adaptations ou optimisations potentielles des ouvrages géotechniques proposés par l'entreprise, en phase étude et en phase travaux par interventions ponctuelles sur le chantier.

Les modifications du projet, mais aussi de son environnement immédiat et de la configuration du terrain, devront nous être communiquées afin d'en vérifier l'incidence sur les ouvrages géotechniques.

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de son Maître d'œuvre pour leur fournir tout renseignement complémentaire.


Rédigé par
Louise BAREIX
Ingénieur Chargée d'Affaires

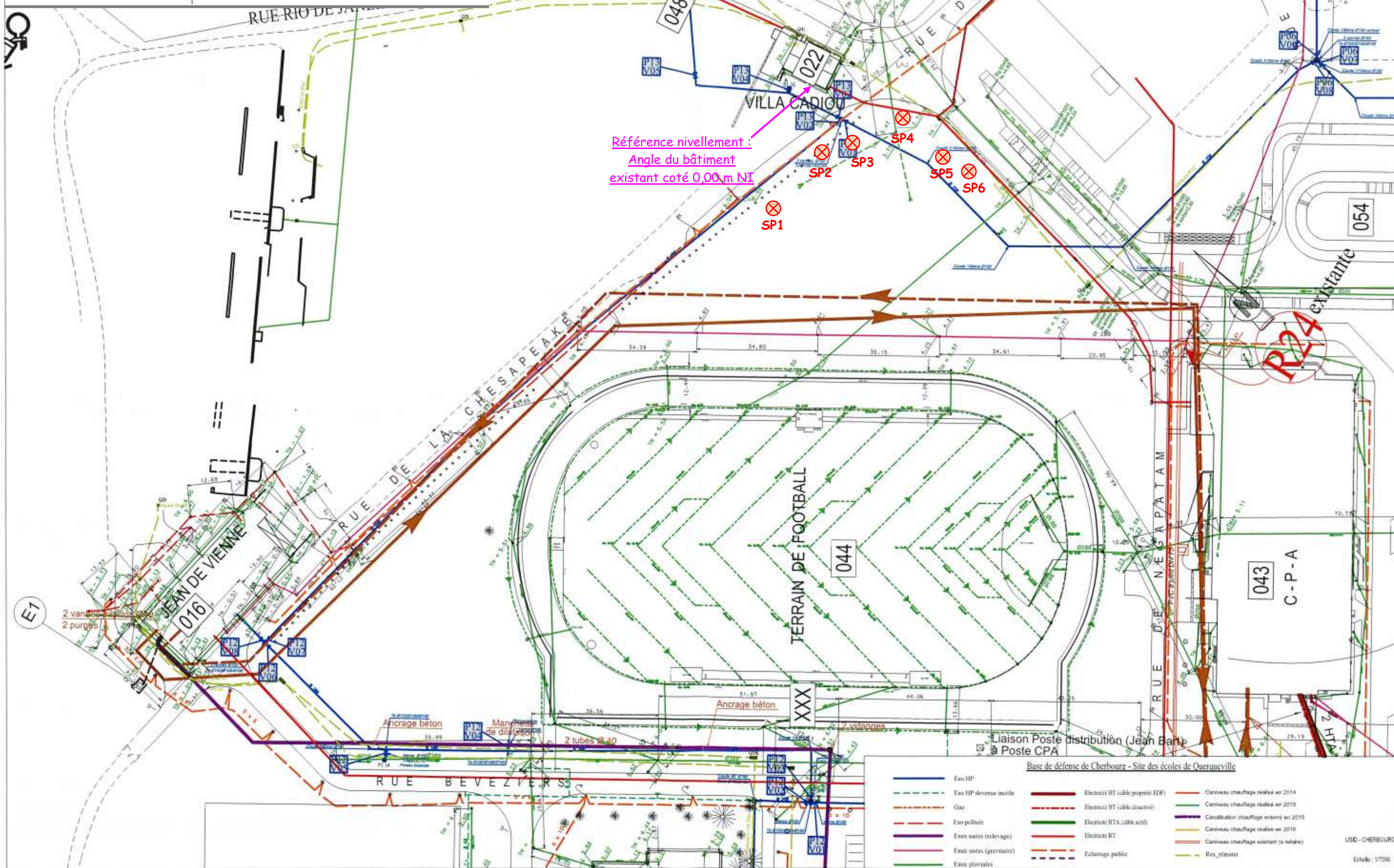
Vérifié par
Aymeric FOSSARD
Ingénieur Chargé d'Affaires

 **Fondouest**
NORMANDIE
BUREAU D'ÉTUDES ET D'INSTALLATIONS GÉOTECHNIQUES
727 rue du Pont 14100 LONGUEVILLE
Tél. 03 33 91 34 10
Site social et agence
SAS au capital de 510 000 € - RCS 339 429 060

PLAN D'IMPLANTATION

Affaire n° : GR022445-02A

 Sondage pressiométrique



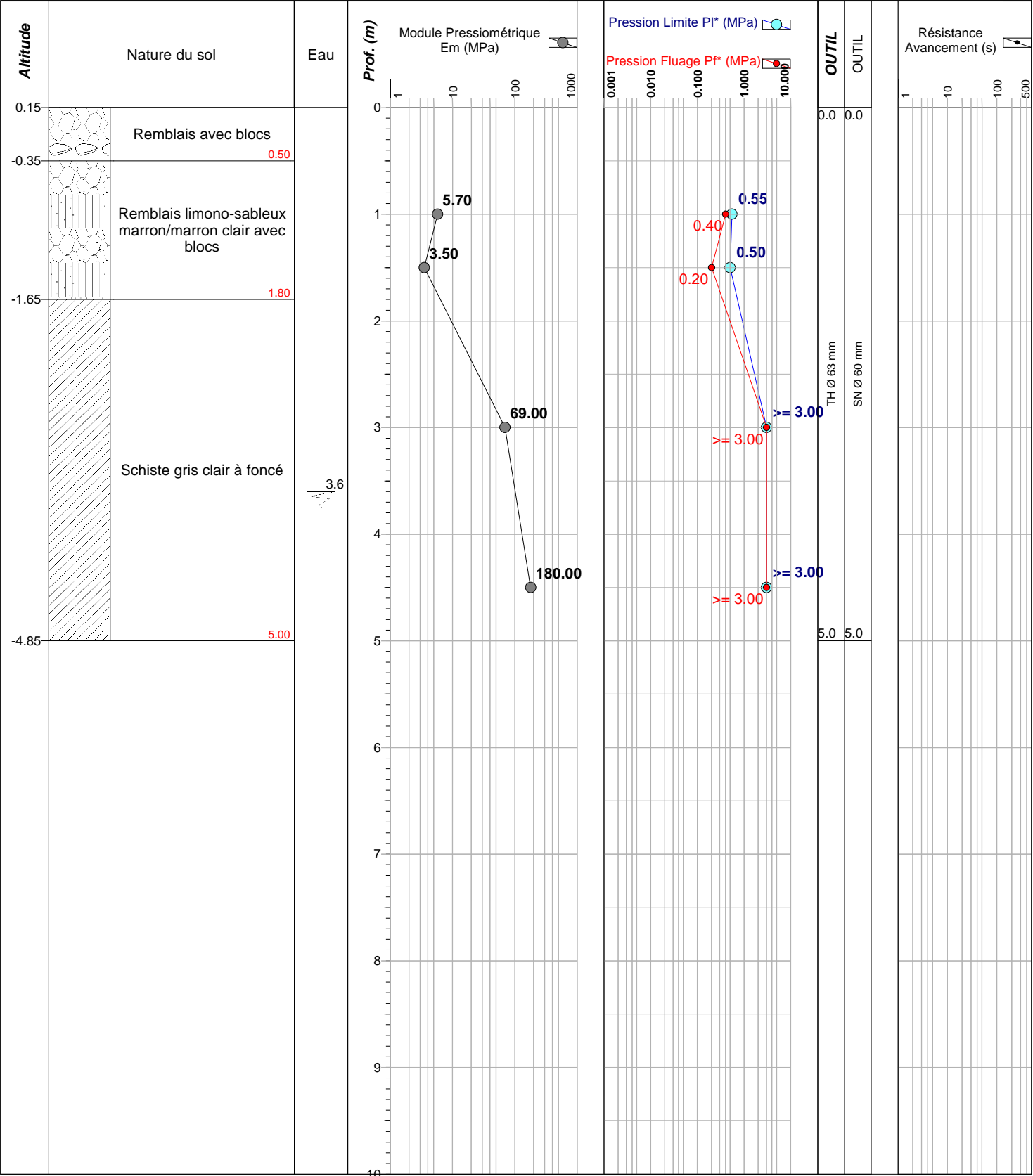
Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP1

Type : Pressiométrique
Date : 30/01/2024
X :
Y :
Z : 5.5 m NGF



Bureau d'Etudes
et d'Investigations Géotechniques



Observations : Refus à 5 m de profondeur.
Niveau d'eau en fin de forage vers 3,6 m

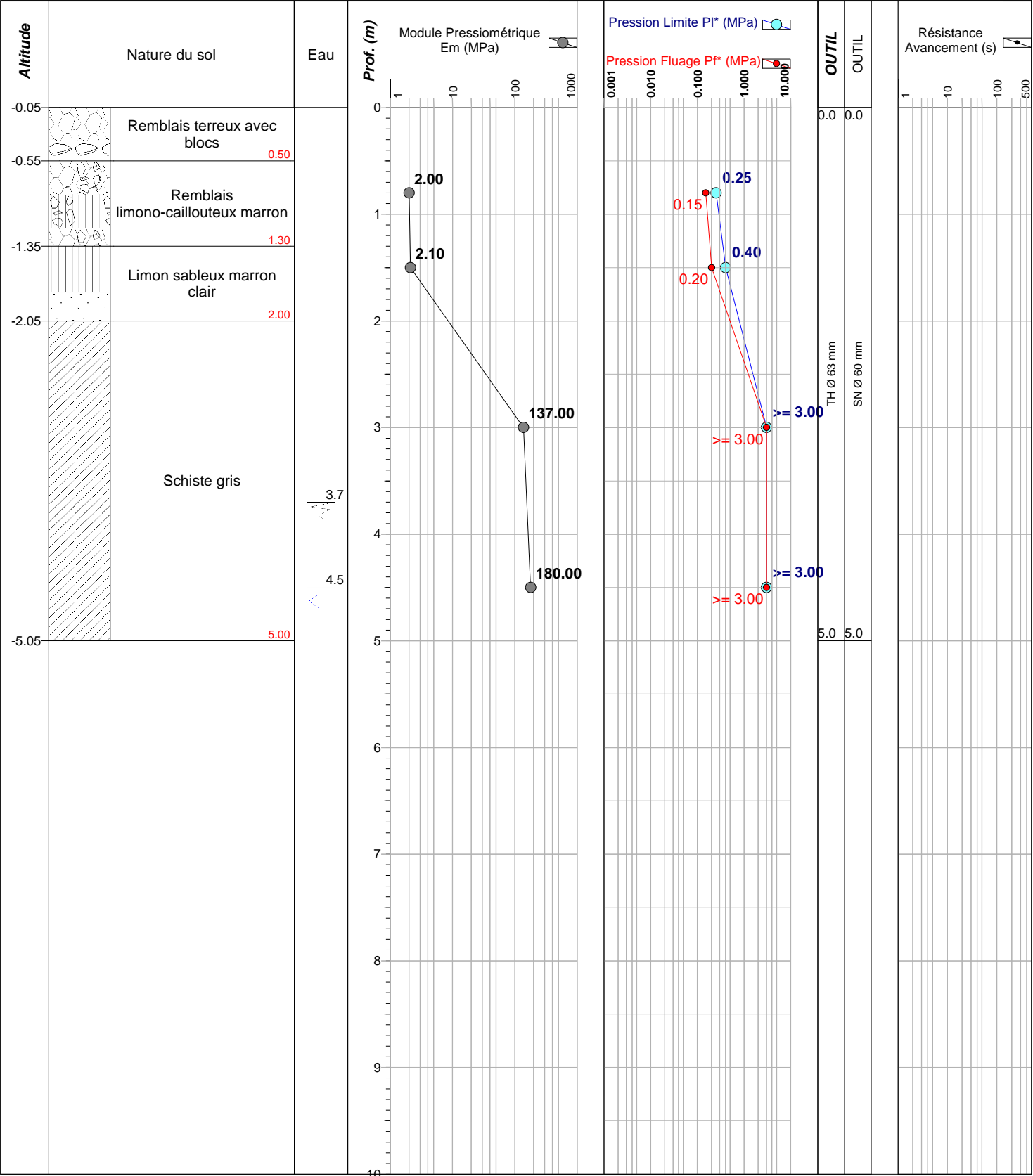
Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP2

Type : Pressiométrique
Date : 30/01/2024
X :
Y :
Z : 5.3 m NGF



Bureau d'Etudes
et d'Investigations Géotechniques



Observations : Refus à 5 m de profondeur.
Niveau d'eau en cours de forage vers 4,5 m / niveau en fin de forage 3,7 m

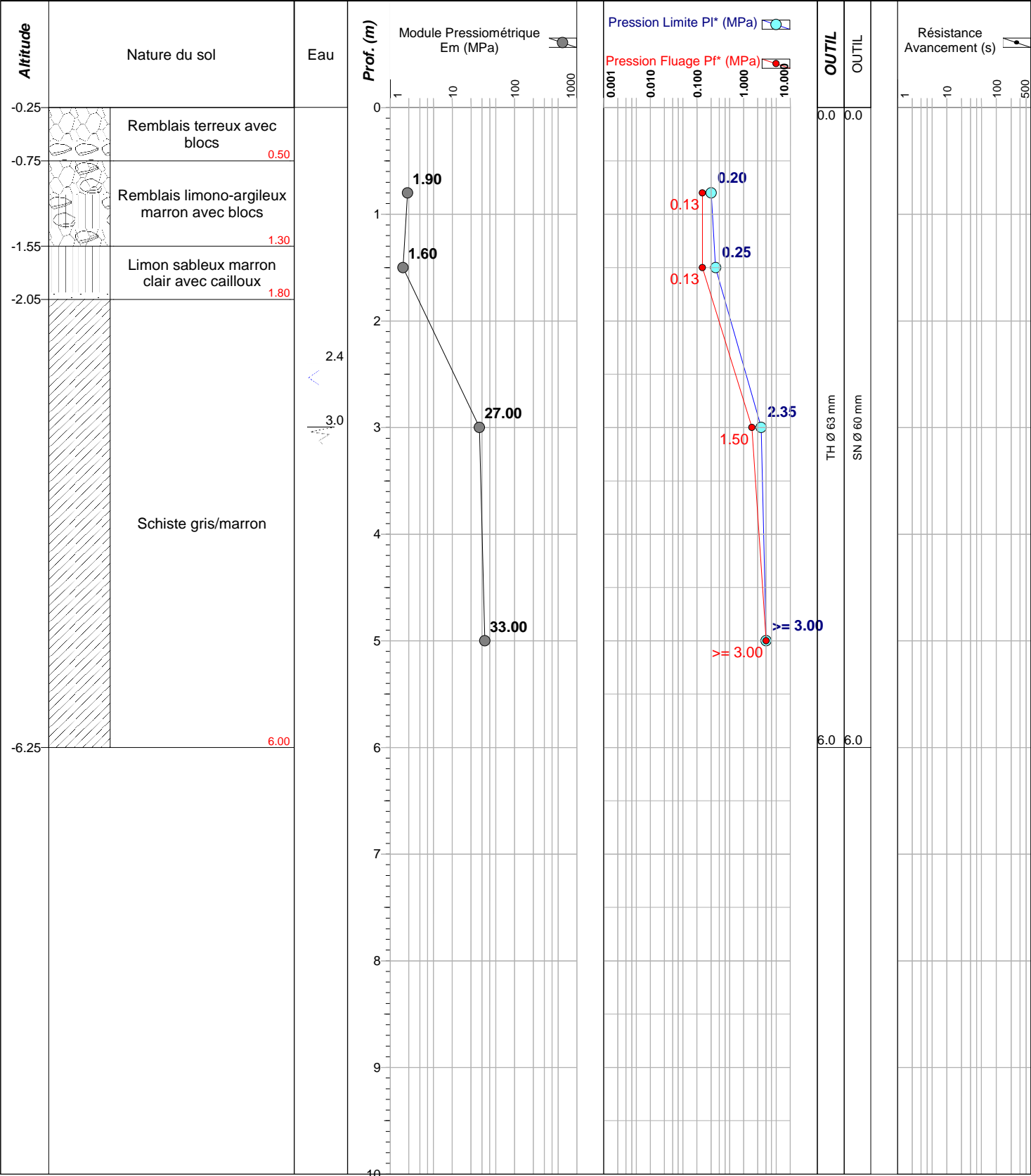
Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP3

Type : Pressiométrique
Date : 30/01/2024
X :
Y :
Z : 5.1 m NGF



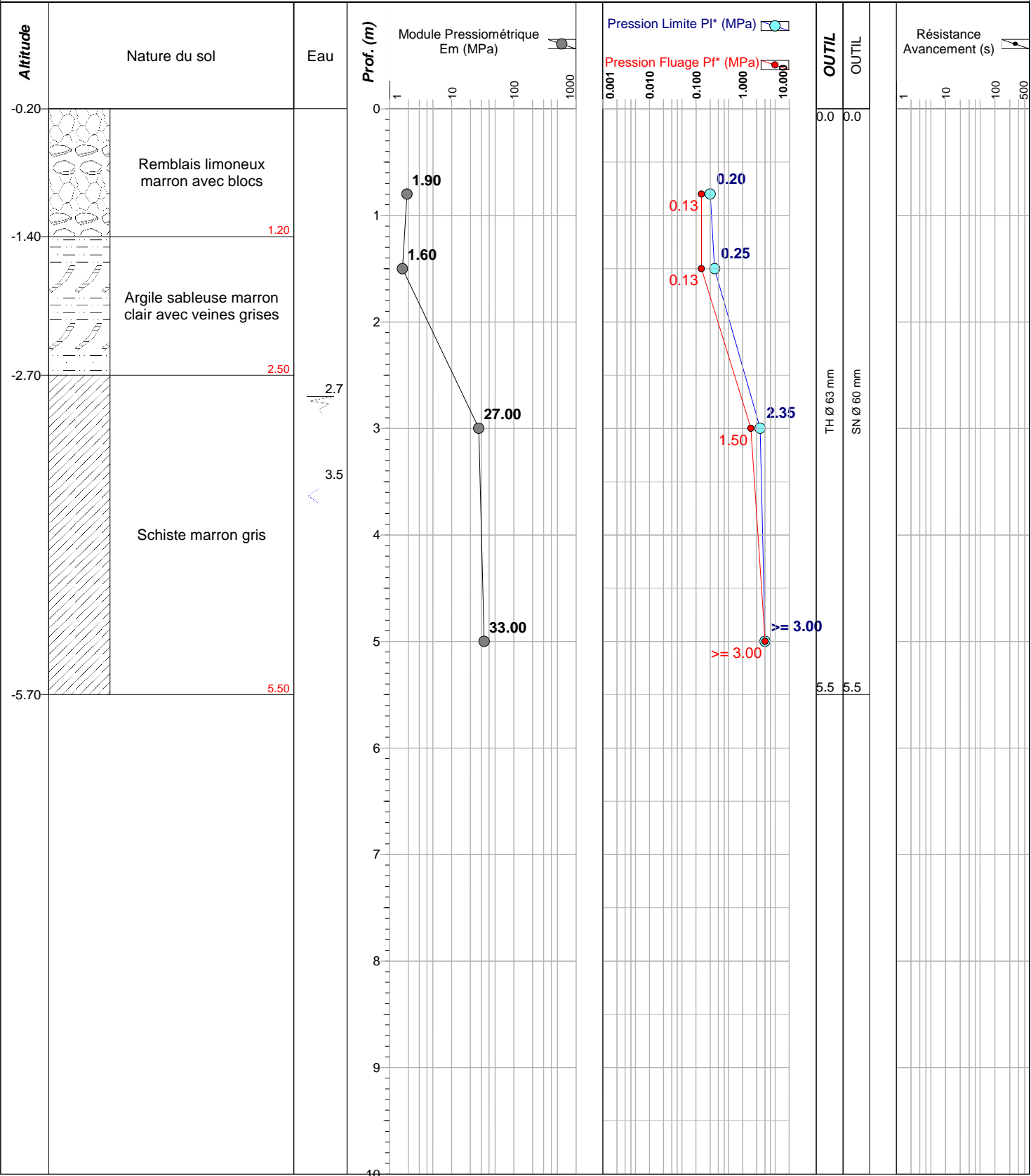
Bureau d'Etudes
et d'Investigations Géotechniques



Observations : Niveau d'eau en cours de forage vers 3,0 m / niveau en fin de forage 2,4 m

Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP4
Type : Pressiométrique
Date : 30/01/2024
X :
Y :
Z : 5.1 m NGF



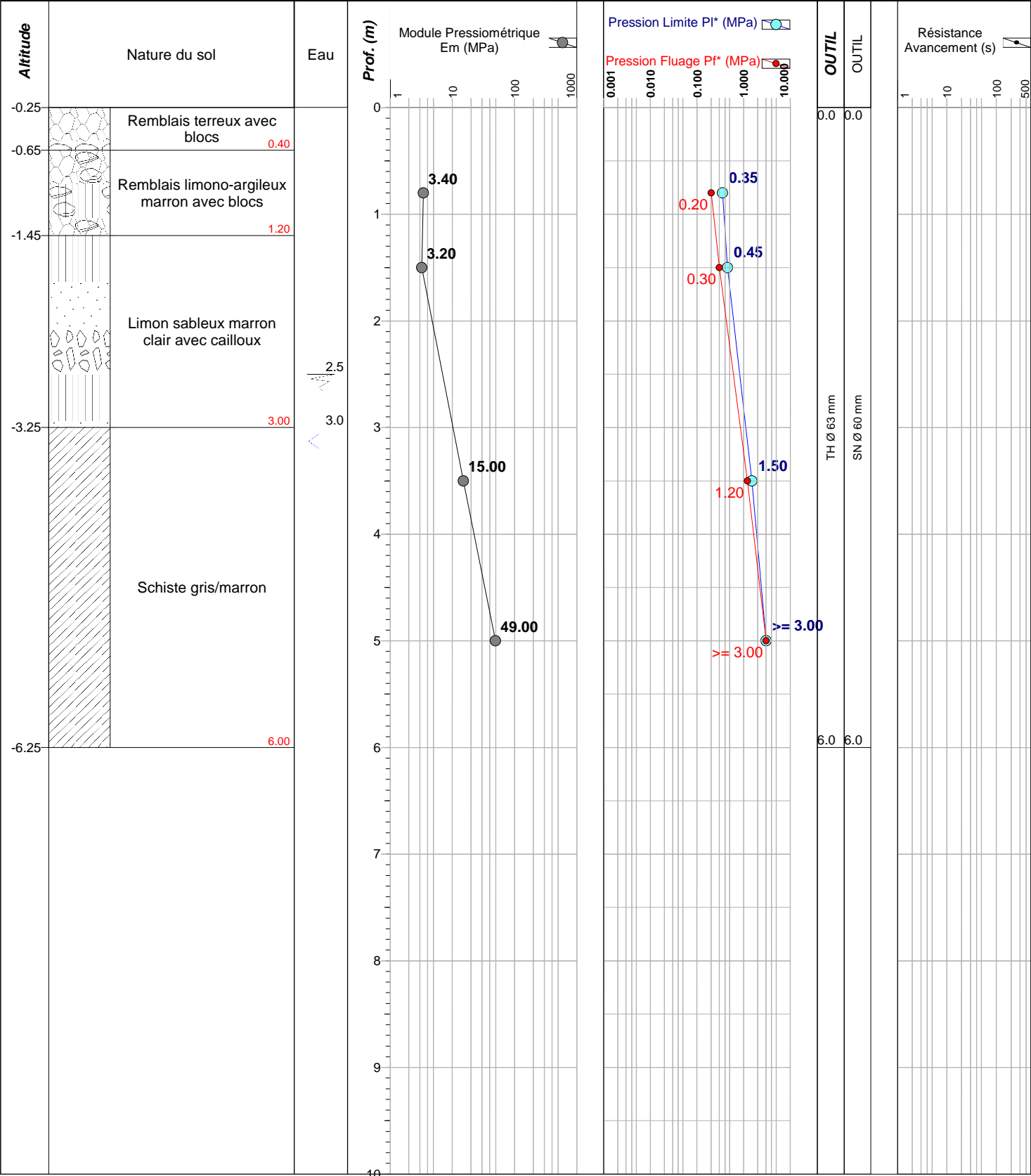
Observations : Refus à 5,5 m
Niveau d'eau en cours de forage vers 3,5 m / niveau en fin de forage 2,7 m

Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP5
Type : Pressiométrique
Date : 31/01/2024
X :
Y :
Z : 5.1 m NGF



Bureau d'Etudes
et d'Investigations Géotechniques



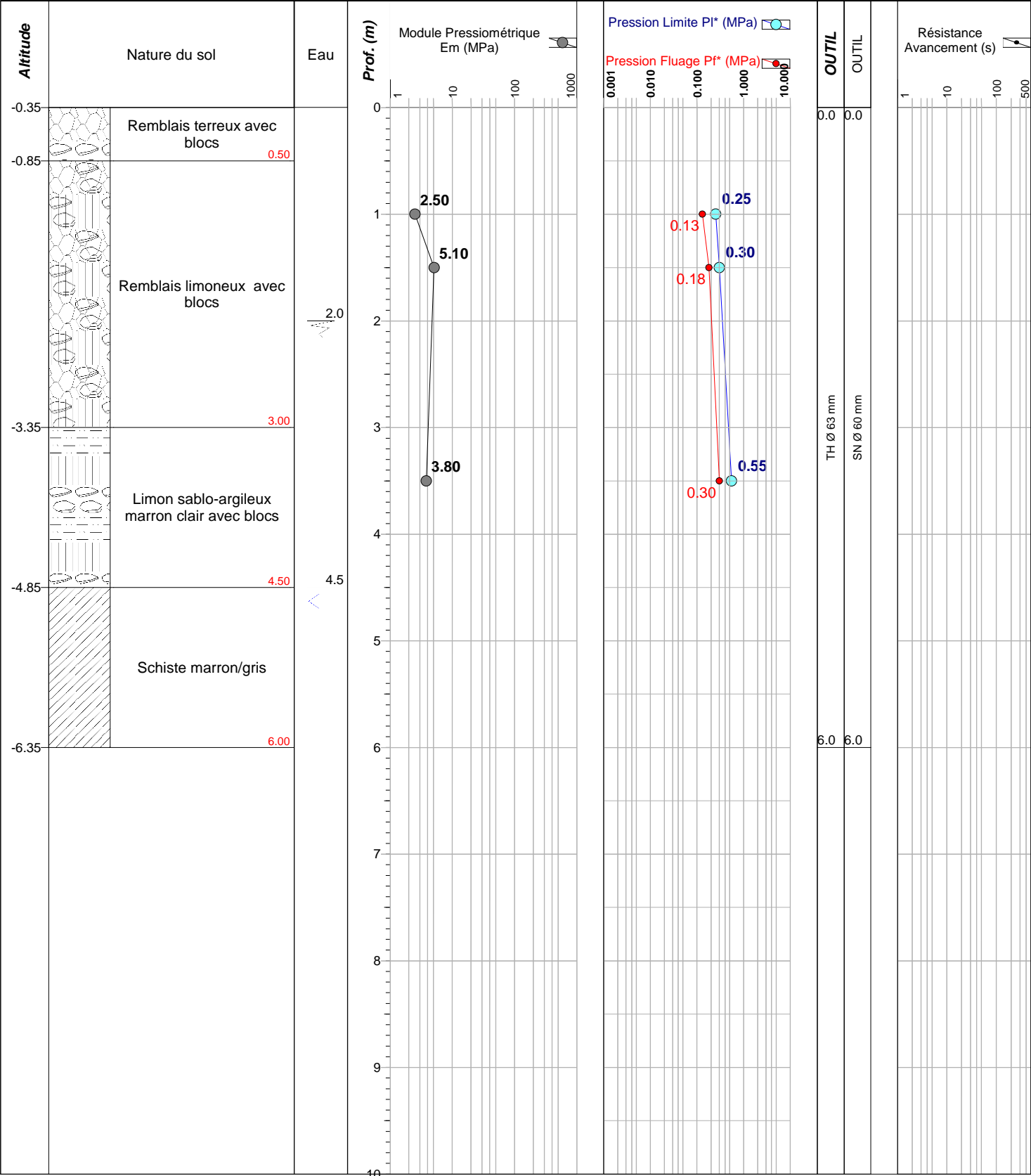
Observations : Niveau d'eau en cours de forage vers 3,0 m / niveau en fin de forage 2,5 m

Etude : Construction d'une plage de
manoeuvre
Ecoles des Fourriers
QUERQUEVILLE (50)
N° : GR022445-02A
Client : ESID Rennes

Sondage : SP6
Type : Pressiométrique
Date : 31/01/2024
X :
Y :
Z : 5.0 m NGF



Bureau d'Etudes
et d'Investigations Géotechniques



Observations : Niveau d'eau en cours de forage vers 4,5 m / niveau en fin de forage 2,0 m



CHANTIER : **QUERQUEVILLE (50)**

Date : **09/02/024**

CLIENT : **ESID RENNES**

Dossier : **GR022445**

N° de sondage :

SP1

Date du prélèvement : 30/01/2024

Profondeur (m):

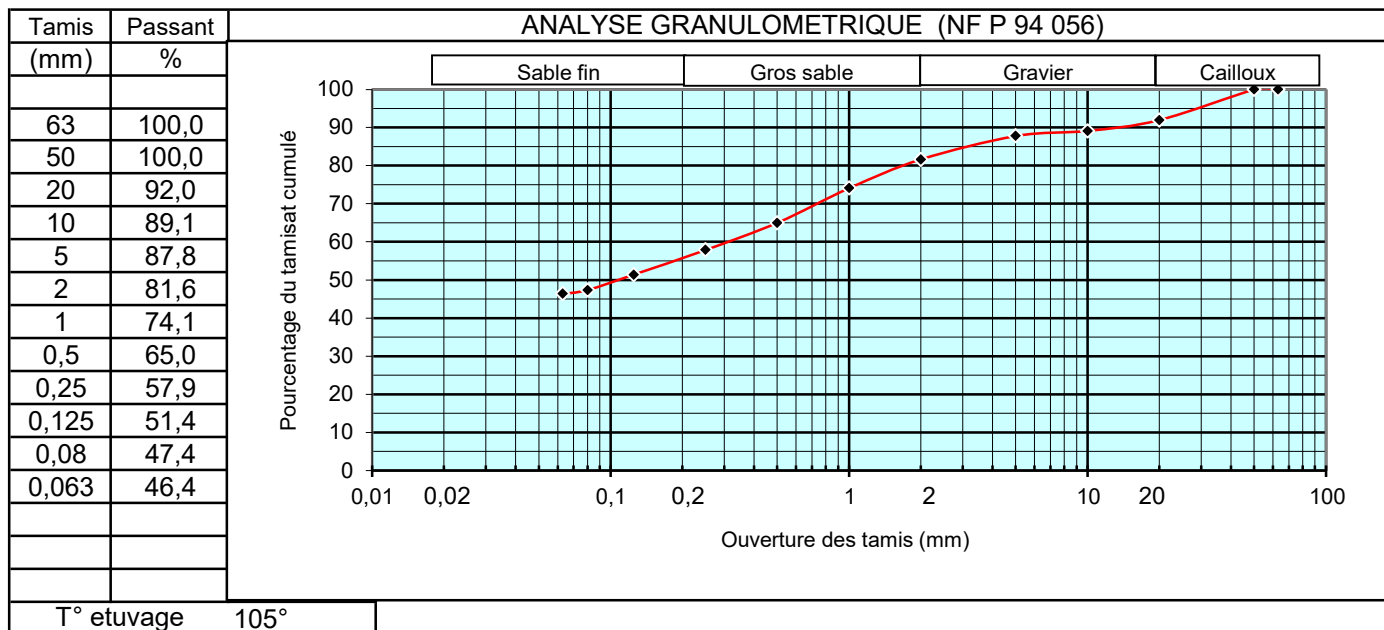
1,8 à 3,0

Date des essais : 02/02/2024

Nature des matériaux :

Schiste

Opérateur : TC



AUTRES PARAMETRES D'IDENTIFICATION

Norme	Essai	Résultat	Spécification
NF P 94 056	Passant à 0,063 mm sur fraction 0/63 =	46,4%	Sur 0/D = 46,4%
NF P 94 056	D max (mm)=	50,0 mm	
NF P 94 056	Facteur de courbure Cc =		
NF P 94 056	Facteur d'uniformité Cu =		
NF P 94 050	Teneur en eau naturelle	5,3%	
NF P 94 068	Valeur au bleu VBS =	0,3	C = 0,878
NF P 94 051	Limites de Liquidité, W _L		
NF P 94 051	Limites d'e Plasticité, W _p		
NF P 94 051	Indice de Plasticité, I _p =		
NF P 94 051	Indice de consistance, I _c =		
NF P 94 053	Masse volumique humide (kg/m ³) =		
	Masse volumique sèche (kg/m ³) =		
NF P 94 054	Masse volumique des particules solides =		
NF P 94 078	Indice Portant Immédiat IPI à Wnat.		
XP P 94-046	Matières organiques à 500 °C =		

CLASSIFICATION GTR : A₁ / F1

Observations :

CHANTIER : **QUERQUEVILLE (50)**Date : **09/02/024**CLIENT : **ESID RENNES**Dossier : **GR022445**

N° de sondage : SP2

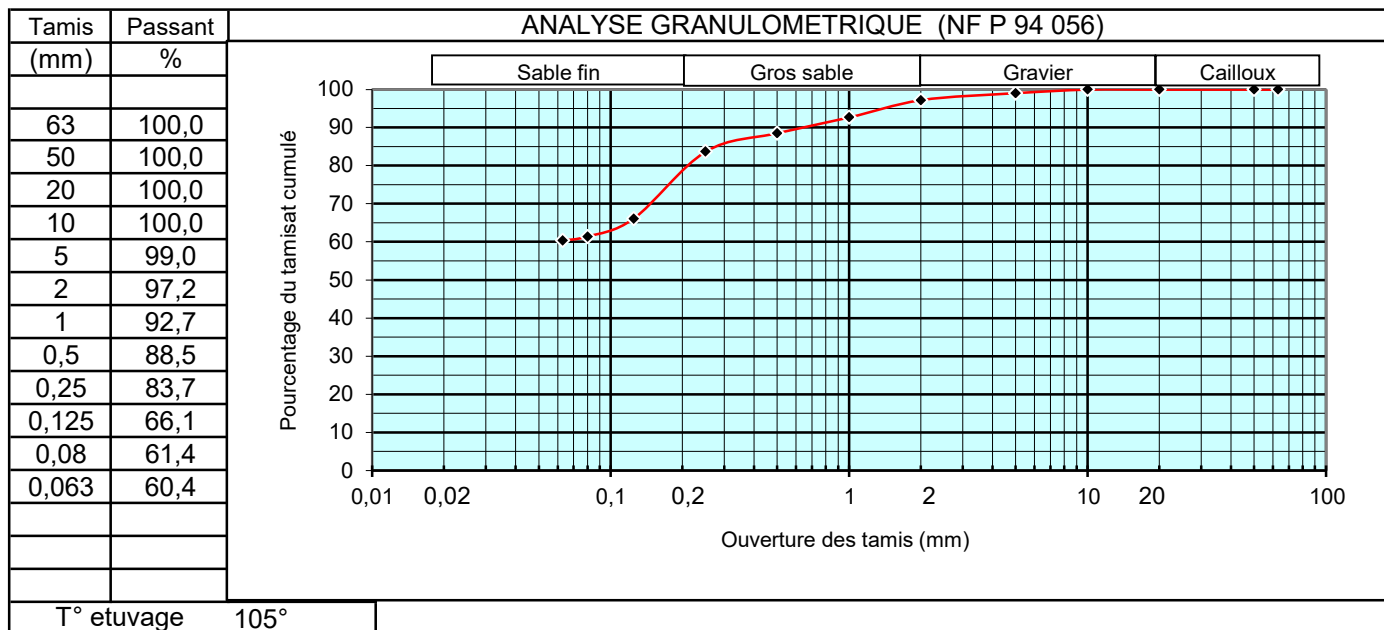
Date du prélèvement : 30/01/2024

Profondeur (m): 1,3 à 2,0

Date des essais : 02/02/2024

Nature des matériaux : **Limon sableaux marron clair**

Opérateur : TC

**AUTRES PARAMETRES D'IDENTIFICATION**

Norme	Essai	Résultat	Spécification
NF P 94 056	Passant à 0,063 mm sur fraction 0/63 =	60,4%	Sur 0/D = 60,4%
NF P 94 056	D max (mm)=	10,0 mm	
NF P 94 056	Facteur de courbure Cc =		
NF P 94 056	Facteur d'uniformité Cu =		
NF P 94 050	Teneur en eau naturelle	20,7%	
NF P 94 068	Valeur au bleu VBS =	1,5	C = 0,990
NF P 94 051	Limites de Liquidité, W _L		
NF P 94 051	Limites d'e Plasticité, W _p		
NF P 94 051	Indice de Plasticité, I _p =		
NF P 94 051	Indice de consistance, I _c =		
NF P 94 053	Masse volumique humide (kg/m ³) =		
	Masse volumique sèche (kg/m ³) =		
NF P 94 054	Masse volumique des particules solides =		
NF P 94 078	Indice Portant Immédiat IPI à Wnat.		
XP P 94-046	Matières organiques à 500 °C =		

CLASSIFICATION GTR : A₁ / F1

Observations :

Projet	Construction d'une plage de manœuvre	Date :	25/10/2024
Titre calcul	Massif S11	Dossier :	GR022445-02A
Client :	ESID de Rennes		



Forme	B	L	D	H1	H2	f(B)	f(L)	e(B)	e(L)	d	β (°)
rectangulaire	1,2	2,3	2,3	2,3	0	0	0	0	0	0	0

	talus *	
	d	β (°)
	0	0

Type de fondation :
SUPERFICIELLE
COMPORTEMENT
FONDATION RIGIDE

De	0,48 m
De/B	0,40
Kp	1,17
iβ	1,00
R0	114 kN

	Vérif.	Nb comb.
ELU de portance, ELUf	OK	0
Excentrement ELUf	OK	0
ELU de glissement	OK	0
ELS de limitation de la charge	OK	0
Excentrement ELS	OK	0
ELU de portance, ELA	OK	0
glissement ELA	OK	0
Portance, séisme	OK	0
glissement, séisme	OK	0
UPL Vd>0	OK	0

Vérifications sous séisme :

Force d'inertie du sol F	0
$i_g = (1 - F^{1,2})^{0,5} =$	1,0

Ec =		27,0 MPa		Coef de réaction vertical kv =	87 MPa/m
Ed =		27,0 MPa			
$\lambda_c =$	1,19	$\alpha_c =$	0,5	Raideur verticale	240 MN/m
$\lambda_d =$	1,50	$\alpha_d =$	0,5	l0	4,81 m

NB : ces valeurs et la valeur de tassement ne prennent pas en compte la présence éventuelle d'une couche molle intercalaire (NF P 94-261 art.H.2.1.3)

tassement prévisionnel : 0,2 cm

8 combinaisons de calcul

[illegible]

Projet	Construction d'une plage de manœuvre	Date :	25/10/2024
Titre calcul	Massif S16	Dossier :	GR022445-02A
Client :	ESID de Rennes		



										talus *	
Forme	B	L	D	H1	H2	f(B)	f(L)	e(B)	e(L)	d	β (°)
carrée	1,4		2,3	2,3	0	0,2	0,2	0	0	0	0

Type de fondation :
SUPERFICIELLE
COMPORTEMENT
FONDATION RIGIDE

Ec =		27,0 MPa		Coef de réaction vertical kv =	90 MPa/m
Ed =		27,0 MPa			
λc =	1,10	αc =	0,5	Raideur verticale	176 MN/m
λd =	1,12	αd =	0,5	10	4,78 m

NB : ces valeurs et la valeur de tassement ne prennent pas en compte la présence éventuelle d'une couche molle intercalaire (NF P 94-261 art.H.2.1.3)

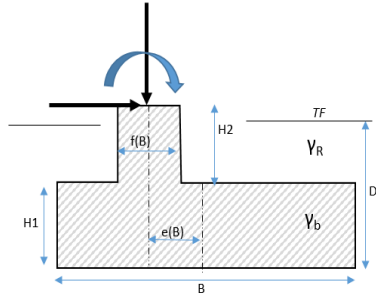
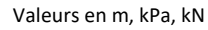
tassement prévisionnel : 0,2 cm

8 combinaisons de calcul

			Vérif.	Nb comb.
De	0,50	m	OK	0
De/B	0,36		OK	0
Kp	0,93		OK	0
iβ	1,00		OK	0
RO	81	kN	OK	0
Vérifications sous séisme :				
Force d'inertie du sol F			OK	0
$i_g = (1-F^{1,2})^{0,5} =$			OK	0
			OK	0
			OK	0

[illegible]

Projet	Construction d'une plage de manœuvre	Date :	25/10/2024
Titre calcul	Massif S22	Dossier :	GR022445-02A
Client :	ESID de Rennes		



Forme	B	L	D	H1	H2	f(B)	f(L)	e(B)	e(L)	d	β (°)
carrée	0,8		2,3	2,3	0	0	0	0	0	0	0

Type de fondation :
SUPERFICIELLE
COMPORTEMENT
FONDATION RIGIDE

Ec =		27,0 MPa		Coef de réaction vertical kv =	127 MPa/m
Ed =		27,0 MPa			
$\lambda_c =$	1,10	$\alpha_c =$	0,5	Raideur verticale	82 MN/m
$\lambda_d =$	1,12	$\alpha_d =$	0,5	10	4,37 m

NB : ces valeurs et la valeur de tassement ne prennent pas en compte la présence éventuelle d'une couche molle intercalaire (NF P 94-261 art.H.2.1.3)

tassement prévisionnel : 0,2 cm

8 combinaisons de calcul

		Vérif.	Nb comb.	
De	0,51 m	ELU de portance, ELUf	OK	0
De/B	0,63	Excentrement ELUf	OK	0
Kp	0,99	ELU de glissement	OK	0
iβ	1,00	ELS de limitation de la charge	OK	0
R0	26 kN	Excentrement ELS	OK	0
		ELU de portance, ELA	OK	0
		glissement ELA	OK	0
Vérifications sous séisme :		Portance, séisme	OK	0
Force d'inertie du sol F		glissement, séisme	OK	0
$i_g = (1-F^{1,2})^{0,5} =$		UPL Vd>0	OK	0

[illegible]

Profondeur de la nappe phréatique en période de très hautes eaux



Querqueville

Code insee : 50416

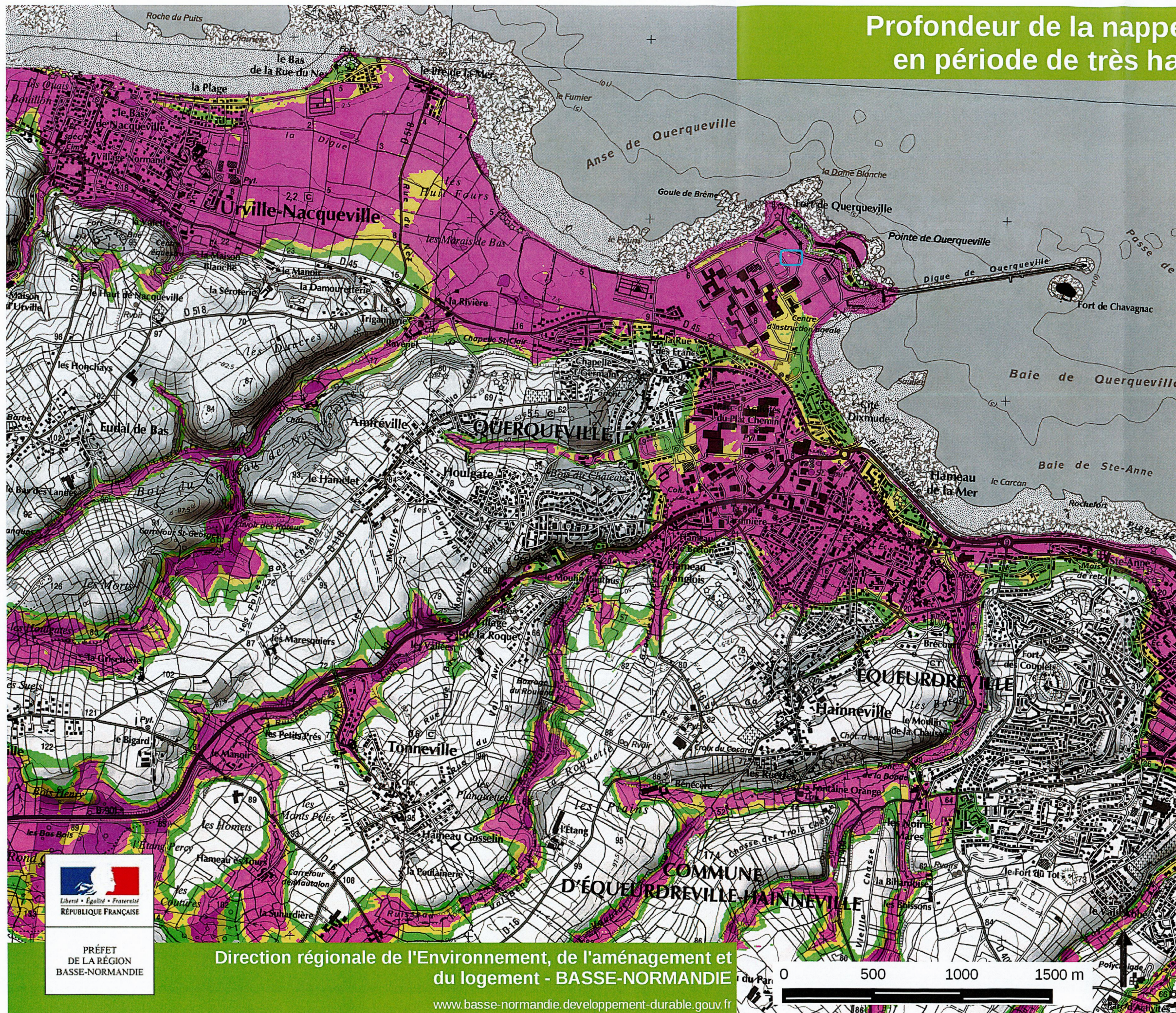
Profondeur de l'eau et nature du risque

- Débordements de nappe observés
- 0 à 1 m : risque d'inondation des réseaux et sous-sols
- de 1 m à 2,5 m : risque d'inondation des sous-sols
- 2,5 m à 5 m : risque pour les infrastructures profondes

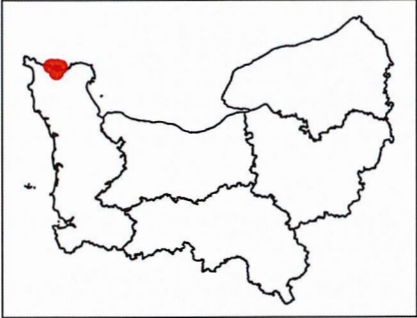
Etat de la connaissance : février 2014

Il est fortement conseillé de se rapporter à la notice avant l'interprétation de cette carte.

Sources :
DREAL Basse-Normandie
IGN Protocole IGN/MEDDE
le 2014-04-11



ATLAS REGIONAL DES ZONES INONDABLES - Etat de la connaissance au 03/11/2021



Cherbourg-en-Cotentin

code INSEE : 50129

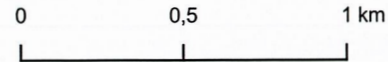
Carte 3/4

Cette carte représente une mise à jour sur cette commune.
Elle ne doit pas être utilisée pour les communes voisines.

Il est fortement conseillé de se reporter à la notice avant l'interprétation de cette carte.

- Zones inondables**
- Zone inondable
 - Zone inondable bénéficiant d'une protection particulière (digues notamment)
Situation soumise à l'entretien et l'efficacité des ouvrages
 - Limite d'étude
- Cours d'eau (BD TOPO)**
- Permanent
 - Intermittent
- Limites administratives**
- Limites de communes

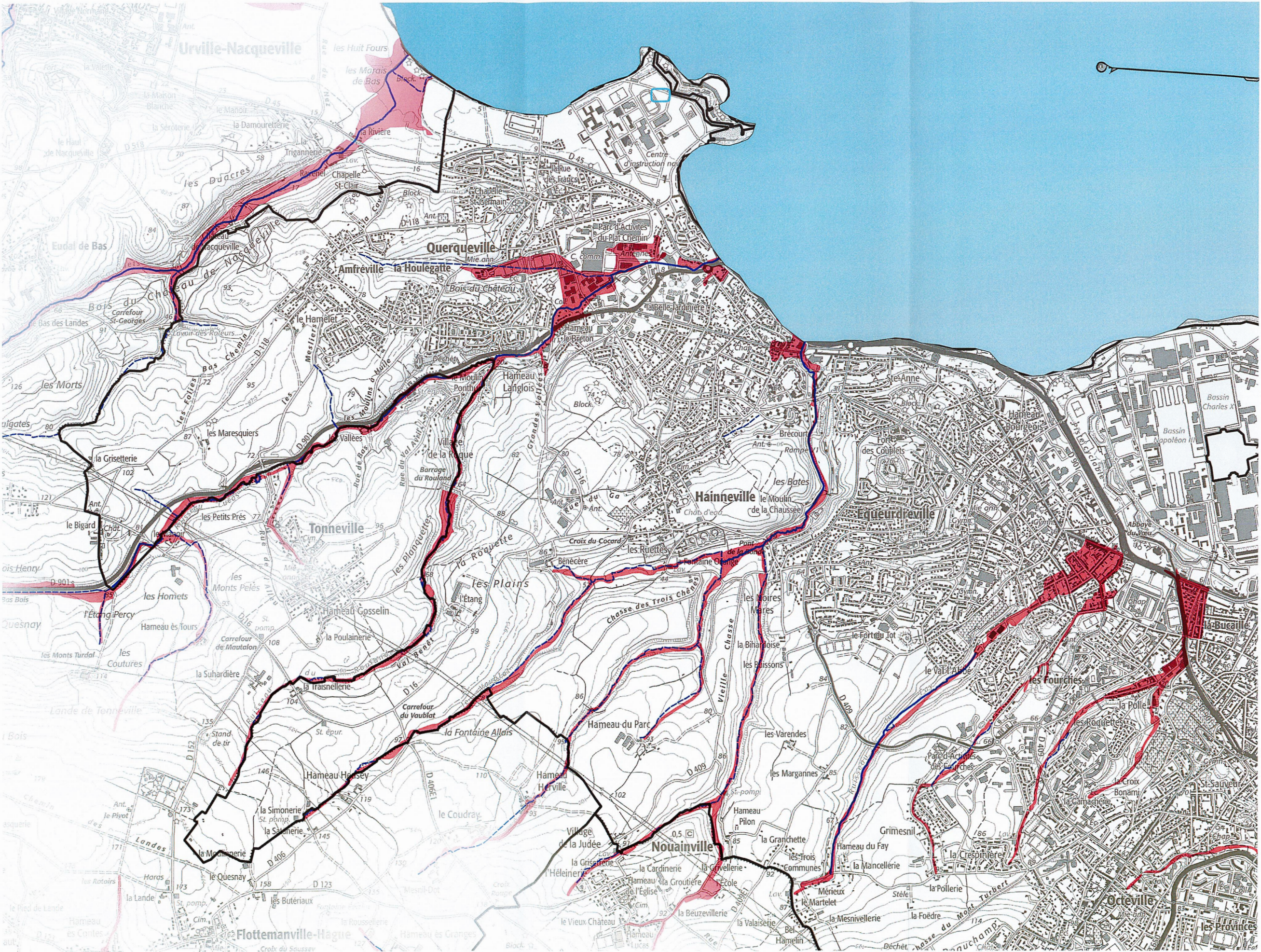
Les cotes altimétriques de la zone inondable sont exprimées en IGN69.
Exemple : — 36.60 m

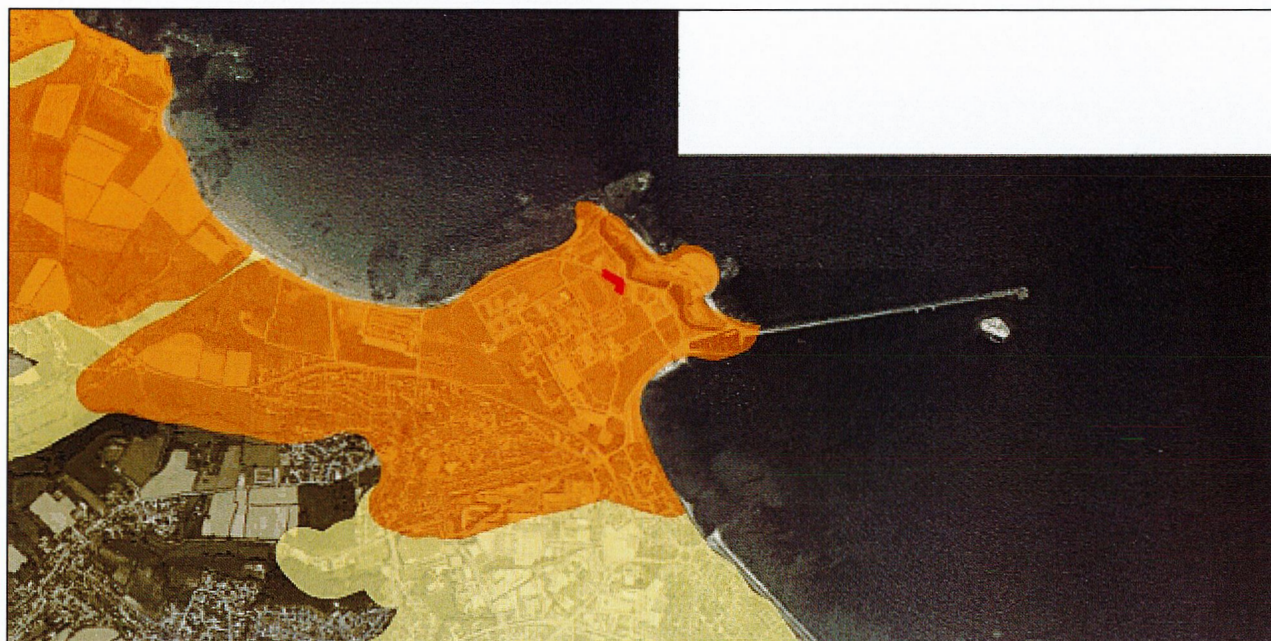


Source :
SCAN25 ign
AdminExpress
DREAL-Normandie

Production :
DREAL-Normandie le 03/11/2021

Référence : ATP002_Zones_Inondables_R28_ATL





500 m

©IGN

Orthophotographie (IGN)

Propriétaire : IGN




Information : Non renseigné

Pas de légende




Exposition au retrait gonflement des argiles

Propriétaire : BRGM-MEDDE

Information : Non renseigné

-  Exposition forte
-  Exposition moyenne
-  Exposition faible

Annotations de l'utilisateur

-  Annotations
- 
- 



500 m

©IGN

Orthophotographie (IGN)

Propriétaire : IGN

Information : Non renseigné

Pas de légende

Mouvements de terrain non localisés

Propriétaire : BRGM-MEDDE

Information : Non renseigné



Annotations de l'utilisateur



Annotations

Conditions Générales

1. Avertissement, préambule

Toute commande et ses avenants éventuels impliquent de la part du co-contractant, ci-après dénommé « le Client », signataire du contrat et des avenants, acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres, sauf conditions particulières contenues dans le devis ou dérogation formelle et explicite. Toute modification de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit du Prestataire.

2. Déclarations obligatoires à la charge du Client, (DT, DICT, ouvrages exécutés)

Dans tous les cas, la responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en cas de dommages à des ouvrages publics ou privés (en particulier, ouvrages enterrés et canalisations) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à sa mission.

Conformément au décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le Client doit fournir, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles DICT (le délai de réponse est de 15 jours) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.

Conformément à l'article L 411-1 du code minier, le Client s'engage à déclarer à la DREAL tout forage réalisé de plus de 10 m de profondeur. De même, conformément à l'article R 214-1 du code de l'environnement, le Client s'engage à déclarer auprès de la DDT du lieu des travaux les sondages et forages destinés à la recherche, à la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

3. Cadre de la mission, objet et nature des prestations, prestations exclues, limites de la mission

Le terme « prestation » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire. Toute prestation différente de celles prévues fera l'objet d'un prix nouveau à négocier. Il est entendu que le Prestataire s'engage à procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre. Son obligation est une obligation de moyen et non de résultat au sens de la jurisprudence actuelle des tribunaux. Le Prestataire réalise la mission dans les strictes limites de sa définition donnée dans son offre (validité limitée à trois mois à compter de la date de son établissement), confirmée par le bon de commande ou un contrat signé du Client.

La mission et les investigations éventuelles sont strictement géotechniques et n'abordent pas le contexte environnemental. Seule une étude environnementale spécifique comprenant des investigations adaptées permettra de détecter une éventuelle contamination des sols et/ou des eaux souterraines.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement convenue dans le devis ; dans ce cas, la solidarité ne s'exerce que sur la durée de la mission.

Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigation est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude ou de conseil. La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés.

Si le Prestataire déclare être titulaire de la certification ISO 9001, le Client agit de telle sorte que le Prestataire puisse respecter les dispositions de son système qualité dans la réalisation de sa mission.

4. Plans et documents contractuels

Le Prestataire réalise la mission conformément à la réglementation en vigueur lors de son offre, sur la base des données communiquées par le Client. Le Client est seul responsable de l'exactitude de ces données. En cas d'absence de transmission ou d'erreur sur ces données, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité.

5. Limites d'engagement sur les délais

Sauf indication contraire précise, les estimations de délais d'intervention et d'exécution données aux termes du devis ne sauraient engager le Prestataire. Sauf stipulation contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard et si tel devait être le cas elles seraient plafonnées à 5% de la commande. En toute hypothèse, la responsabilité du Prestataire est dégagée de plein droit en cas d'insuffisance des informations fournies par le Client ou si le Client n'a pas respecté ses obligations, en cas de force majeure ou d'événements imprévisibles (notamment la rencontre de sols inattendus, la survenance de circonstances naturelles exceptionnelles) et de manière générale en cas d'événement extérieur au Prestataire modifiant les conditions d'exécution des prestations objet de la commande ou les rendant impossibles.

Le Prestataire n'est pas responsable des délais de fabrication ou d'approvisionnement de fournitures lorsqu'elles font l'objet d'un contrat de négoce passé par le Client ou le Prestataire avec un autre Prestataire.

6. Formalités, autorisations et obligations d'information, accès, dégâts aux ouvrages et cultures

Toutes les démarches et formalités administratives ou autres, en particulier l'obtention de l'autorisation de pénétrer sur les lieux pour effectuer des prestations de la mission sont à la charge du Client. Le Client se charge d'une part d'obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public, d'autre part de fournir tous les documents relatifs aux dangers et aux risques cachés, notamment ceux liés aux réseaux, aux obstacles enterrés et à la pollution des sols et des nappes. Le Client s'engage à communiquer les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité et respect de l'environnement : il assure en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, entrant dans ces domaines, préalablement à l'exécution de la mission. Le Client sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel dû à une spécificité du site connue de lui et non clairement indiquée au Prestataire avant toutes interventions.

Sauf spécifications particulières, les travaux permettant l'accessibilité aux points de sondages ou d'essais et l'aménagement des plates-formes ou grutage nécessaires aux matériels utilisés sont à la charge du Client.

Les investigations peuvent entraîner d'inévitables dommages sur le site, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part de son exécutant. Les remises en état, réparations ou indemnités correspondantes sont à la charge du Client.

7. Implantation, nivellement des sondages

Au cas où l'implantation des sondages est imposée par le Client ou son conseil, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation. La mission ne comprend pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais. Pour que ces altitudes soient garanties, il convient qu'elles soient relevées par un Géomètre Expert avant remodelage du terrain. Il en va de même pour l'implantation des sondages sur le terrain.

8. Hydrogéologie

Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et à un moment précis. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux, les cotes de crue et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

9. Recommandations, aléas, écart entre prévision de l'étude et réalité en cours de travaux

Si, en l'absence de plans précis des ouvrages projetés, le Prestataire a été amené à faire une ou des hypothèses sur le projet, il appartient au Client de lui communiquer par écrit ses observations éventuelles sans quoi, il ne pourrait en aucun cas et pour quelque raison que ce soit lui être reproché d'avoir établi son étude dans ces conditions.

L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigation limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inévitables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinements ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des missions de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Rapport de mission, réception des travaux, fin de mission, délais de validation des documents par le client

A défaut de clauses spécifiques contractuelles, la remise du dernier document à fournir dans le cadre de la mission fixe le terme de la mission. La date de la fin de mission est celle de l'approbation par le Client du dernier document à fournir dans le cadre de la mission. L'approbation doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client, et est considérée implicite en cas de silence. La fin de la mission donne lieu au paiement du solde de la mission.

11. Réserve de propriété, confidentialité, propriété des études, diagrammes

Les coupes de sondages, plans et documents établis par les soins du Prestataire dans le cadre de sa mission ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne devient propriétaire des prestations réalisées par le Prestataire qu'après règlement intégral des sommes dues. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour son propre compte ou celui de tiers toute information se rapportant au savoir-faire du Prestataire, qu'il soit breveté ou non, portée à sa connaissance au cours de la mission et qui n'est pas dans le domaine public, sauf accord préalable écrit du Prestataire. Si dans le cadre de sa mission, le Prestataire mettrait au point une nouvelle technique, celle-ci serait sa propriété. Le Prestataire serait libre de déposer tout brevet s'y rapportant, le Client bénéficiant, dans ce cas, d'une licence non exclusive et non cessible, à titre gratuit et pour le seul ouvrage étudié.

12. Modifications du contenu de la mission en cours de réalisation

La nature des prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le client et ceux recueillis lors de l'établissement de l'offre. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement de son offre touchant à la géologie, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant en cours de mission autorisent le Prestataire à proposer au Client un avenant avec notamment modification des prix et des délais. À défaut d'un accord écrit du Client dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la lettre d'adaptation de la mission. Le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution de sa mission, les prestations réalisées à cette date étant rémunérées intégralement, et sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Dans l'hypothèse où le Prestataire est dans l'impossibilité de réaliser les prestations prévues pour une cause qui ne lui est pas imputable, le temps d'immobilisation de ses équipes est rémunéré par le client.

13. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport

Le rapport constitue une synthèse de la mission définie par la commande. Le rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou pour un projet différent de celui objet de la mission, ne saurait engager la responsabilité du Prestataire et pourra entraîner des poursuites judiciaires. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet et à son environnement ou tout élément nouveau mis à jour au cours des travaux et non détecté lors de la mission d'origine, nécessite une adaptation du rapport initial dans le cadre d'une nouvelle mission.

Le client doit faire actualiser le dernier rapport de mission en cas d'ouverture du chantier plus de 1 an après sa livraison. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

14. conditions d'établissement des prix, variation dans les prix, conditions de paiement, acompte et provision, retenue de garantie

Les prix unitaires s'entendent hors taxes. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur le jour de la facturation. Ils sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement de l'offre. Ils sont fermes et définitifs pour une durée de trois mois. Au-delà, ils sont actualisés par application de l'indice "TP04 - Fondations et travaux géotechniques" pour les investigations in situ et en laboratoire, et par application de l'indice « SYNTEC » pour les prestations d'études, l'Indice de base étant celui du mois de l'établissement du devis.

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur le coût de la mission.

Dans le cas où le marché nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies. Lors de la passation de la commande ou de la signature du contrat, le Prestataire peut exiger un acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières et correspond à un pourcentage du total estimé des honoraires et frais correspondants à l'exécution du contrat. Le montant de cet acompte est déduit de la facture ou du décompte final. En cas de sous-traitance dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.

Les paiements interviennent à réception de la facture et sans escompte. En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité de retard sera exigible sans qu'un rappel soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.

En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.

Un désaccord quelconque ne saurait constituer un motif de non-paiement des prestations de la mission réalisées antérieurement. La compensation est formellement exclue : le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue des honoraires dus.

15. Résiliation anticipée

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de conciliation. En cas de force majeure, cas fortuit ou de circonstances indépendantes du Prestataire, celui-ci a la faculté de résilier son contrat sous réserve d'en informer son Client par lettre recommandée avec accusé de réception. En toute hypothèse, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, et 8 jours après la mise en demeure visant la présente clause résolutoire demeurée sans effet, le contrat peut être résilié de plein droit. La résiliation du contrat implique le paiement de l'ensemble des prestations régulièrement exécutées par le Prestataire au jour de la résiliation et en sus, d'une indemnité égale à 20 % des honoraires qui resteraient à percevoir si la mission avait été menée jusqu'à son terme.

16. Répartition des risques, responsabilités et assurances

Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte tenu de sa compétence. Ainsi par exemple, l'attention du Client est attirée sur le fait que le béton armé est inévitablement fissuré, les revêtements appliqués sur ce matériau devant avoir une souplesse suffisante pour s'adapter sans dommage aux variations d'ouverture des fissures. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution de la mission spécifiquement confiée. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la mission doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une mission complémentaire. À défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la mission complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir de données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des prestations est entachée d'une incertitude fonction de la représentativité de ces données ponctuelles extrapolées à l'ensemble du site. Toutes les pénalités et indemnités qui sont prévues au contrat ou dans l'offre remise par le Prestataire ont la nature de dommages et intérêts forfaitaires, libératoires et exclusifs de toute autre sanction ou indemnisation.

Assurance décennale obligatoire

Le Prestataire bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-I du Code des assurances. Conformément aux usages et aux capacités du marché de l'assurance et de la réassurance, le contrat impose une obligation de déclaration préalable et d'adaptation de la garantie pour les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€. Il est expressément convenu que le client a l'obligation d'informer le Prestataire d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, de fournir tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Le client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voir inusuels sont exclus du présent contrat et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. Le prix fixé dans l'offre ayant été déterminé en fonction de conditions normales d'assurabilité de la mission, il sera réajusté, et le client s'engage à l'accepter, en cas d'éventuelle surcotation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. À défaut de respecter ces engagements, le client en supportera les conséquences financières (notamment en cas de défaut de garantie du Prestataire, qui n'aurait pu s'assurer dans de bonnes conditions, faute d'informations suffisantes). Le maître d'ouvrage est tenu d'informer le Prestataire de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

Ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance

Les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède un montant de 15 M€ HT doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Prestataire qui en référera à son assureur pour détermination des conditions d'assurance. Les limitations relatives au montant des chantiers auxquels le Prestataire participe ne sont pas applicables aux missions portant sur des ouvrages d'infrastructure linéaire, c'est-à-dire routes, voies ferrées, tramway, etc. En revanche, elles demeurent applicables lorsque sur le tracé linéaire, la/les mission(s) de l'assuré porte(nt) sur des ouvrages précis tels que ponts, viaducs, échangeurs, tunnels, tranchées couvertes... En tout état de cause, il appartiendra au client de prendre en charge toute éventuelle surcotation qui serait demandée au prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le client et le maître d'ouvrage.

Le Prestataire assume les responsabilités qu'il engage par l'exécution de sa mission telle que décrite au présent contrat. À ce titre, il est responsable de ses prestations dont la défectuosité lui est imputable. Le Prestataire sera garanti en totalité par le Client contre les conséquences de toute recherche en responsabilité dont il serait l'objet du fait de ses prestations, de la part de tiers au présent contrat, le client ne garantissant cependant le Prestataire qu'au-delà du montant de responsabilité visé ci-dessous pour le cas des prestations défectueuses. La responsabilité globale et cumulée du Prestataire au titre ou à l'occasion de l'exécution du contrat sera limitée à trois fois le montant de ses honoraires sans pour autant excéder les garanties délivrées par son assureur, et ce pour les dommages de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit le fondement juridique. Il est expressément convenu que le Prestataire ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, le manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements.

17. Cessibilité de contrat

Le Client reste redevable du paiement de la facture sans pouvoir opposer à quelque titre que ce soit la cession du contrat, la réalisation pour le compte d'autrui, l'existence d'une promesse de porte-fort ou encore l'existence d'une stipulation pour autrui.

18. Litiges

En cas de litige pouvant survenir dans l'application du contrat, seul le droit français est applicable. Seules les juridictions du ressort du siège social du Prestataire sont compétentes, même en cas de demande incidente ou d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique

(Extraits de la norme NF P 94-500 du 30 novembre 2013 – Chapitre 4.2)

Le Maître d'Ouvrage doit associer l'ingénierie géotechnique au même titre que les autres ingénieries à la Maîtrise d'Œuvre et ce, à toutes les étapes successives de conception, puis de réalisation de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage, ou son mandataire, doit veiller à la synchronisation des missions d'ingénierie géotechnique avec les phases effectives à la Maîtrise d'Œuvre du projet.

L'enchaînement et la définition synthétique des missions d'ingénierie géotechnique sont donnés dans les tableaux 1 et 2. Deux ingénieries géotechniques différentes doivent intervenir : la première pour le compte du Maître d'Ouvrage ou de son mandataire lors des étapes 1 à 3, la seconde pour le compte de l'entreprise lors de l'étape 3.

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Etude géotechnique préalable (G1)		Etude géotechnique préalable (G1) Phase Etude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Etude préliminaire, Esquisse, APS	Etudes géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonctions des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Etude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Etude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	PRO	Etudes géotechniques de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (<i>choix constructifs</i>)
	DCE/ACT	Etude géotechnique de conception (G2) Phase DCE/ACT		Consultation sur le projet de base/choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Etudes géotechniques de réalisation (G3/G4)		A la charge de l'entreprise	A la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Etude de suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Etude (en interaction avec la phase suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase supervision du suivi)	Etude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (<i>réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience</i>)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Etude et suivi géotechniques d'exécutions (G3) Phase Suivi (en interaction avec la Phase Etude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
A toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Tableau 2 - Classification des missions d'ingénierie géotechnique

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ETAPE 1 : ETUDE GEOTECHNIQUE PRELABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases:

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site. - Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ETAPE 2 : ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases:

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site. - Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participé à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

ETAPE 3 : ETUDES GEOTECHNIQUES DE REALISATION (G3 et G 4, distinctes et simultanées) ETUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques: notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs: plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

SUPERVISION GEOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives:

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.
- Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).